

Etudes et Recherches n°50

Quelle Europe en 2020 ?

Contributions libres de douze intellectuels
des nouveaux Etats membres

Contributions de Carmel Attard (Malte), Jiri Dientsberg (République Tchèque), Jaan Kaplinski (Estonie), Ioannis Kasoulides (Chypre), Manja Klemenčič (Slovénie), Lena Kolarska-Bobinska (Pologne), Lore Listra (Estonie), Petr Pithart (République Tchèque), Pauls Raudseps (Lettonie), Gintaras Steponavicius (Lituanie), Elzbieta Skotnicka-Illasiewicz (Pologne), Miklós Szabo (Hongrie).

Synthèse par Gaëtane Ricard-Nihoul, Paul Damm et Morgan Larhant

Auteurs de la synthèse

Gaëtane Ricard–Nihoul

Diplômée de l'Université de Liège en science politique et administration publique, titulaire d'un master et d'un doctorat en politique européenne de l'Université d'Oxford.

De 1999 à 2002, elle a été responsable de l'équipe "affaires européennes et internationales" du Cabinet de la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports au sein du gouvernement belge. Elle a, notamment, assumé des tâches de coordination pendant la présidence belge du Conseil de l'UE. Conseillère pour les questions institutionnelles, elle a été chargée de représenter la Vice-Première Ministre dans la délégation belge pour la Conférence Intergouvernementale. Elle a, à ce titre, participé aux Conseils européens de Biarritz, Nice et Laeken et au groupe de travail du gouvernement belge pour la Déclaration de Laeken.

Gaëtane Ricard-Nihoul a ensuite rejoint la Commission européenne à la Direction Générale Education et Culture, dans l'Unité Politique Audiovisuelle. Membre du Secteur Relations Extérieures, elle s'est occupée des négociations d'adhésion avec les 13 pays candidats dans le domaine audiovisuel, des relations avec les Balkans occidentaux et les pays du Sud de la Méditerranée. Elle a également été responsable de la coordination d'un groupe inter-services sur le dialogue interculturel et du suivi des travaux de la Convention dans le domaine culturel.

En avril 2004, elle a intégré l'équipe de Notre Europe, comme conseillère du Président puis comme Secrétaire Générale de l'association.

Morgan Larhant

Diplômé de l'IEP de Strasbourg, de l'Académie Diplomatique de Vienne (MAIS) et de l'IEP de Paris (Master recherche), il a publié aux éditions l'Harmattan un ouvrage consacré au financement des campagnes électorales européennes. Après avoir effectué un stage à NE où il suivait notamment le processus de ratification du Traité constitutionnel en France et en Europe, il y a occupé la fonction de chargé d'études pour les questions institutionnelles, avant de rejoindre un cours préparatoire aux concours administratifs.

Paul Damm

Diplômé de l'IEP de Paris, de l'école du Louvre et de la Sorbonne. Il a rédigé son mémoire de maîtrise sur la marine française au 18^e siècle. A l'IEP, il a travaillé sur les questions d'éducation au sein de la Convention européenne des étudiants de Sciences Politiques. Actuellement en stage à NE, il s'occupe de communication et de relations publiques.

Auteurs des contributions

CARMEL ATTARD (MALTE)

Carmel Attard, est le directeur de centre d'information UE Malte (MIC). Il a débuté au MIC comme attaché de presse en juillet 2000. Il a été pendant 9 ans le rédacteur en chef d'un hebdomadaire maltais et directeur de l'information d'une radio nationale. Auparavant, il fut enseignant pendant 10 ans.

JIRI DIENSTBIER (TCHEQUIE)

Diplômé en philosophie de l'Université Charles à Prague, Jiri Dienstbier a été premier ministre et ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, ambassadeur et représentant du président Vaclav Havel aux Nations Unies. Par ailleurs, il a aussi été rapporteur pour l'ex-Yougoslavie auprès du Haut Commissariat aux Réfugiés. Il est membre de l'Institut de Presse International et de la commission sur la gouvernance globale. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont: *Donesia: From Sukarno to Suharto* (1967); *Radio against Tanks* (1988); *Dreaming of Europe* (1990); *From Dreams to Reality* (1999); and *The Blood Tax* (2002).

JAAN KAPLINSKI (ESTONIE)

Après des études de linguistique à l'université de Tartu, Jaan Kaplinski a exercé plusieurs fonctions : chercheur en linguistiques, anthropologie et écologie, directeur du département littéraire d'un théâtre et journaliste. De 1992 à 1995, il a été député au parlement d'Estonie. Poète, il a traduit des poèmes et de la prose française, espagnole, anglaise, polonaise, russe et suédoise. Il est considéré comme étant un des principaux poètes estoniens contemporains, et est à ce titre membre de l'Académie universelle des cultures, créée à Paris en 1992 par Elie Wiesel. Sa candidature est régulièrement proposée pour le prix Nobel de littérature.

IOANNIS KASOULIDES (CHYPRE)

Diplômé de médecine en 1974, Ioannis Kasoulides est entré en politique en 1985 en se ralliant au parti Rassemblement démocratique (DISY). Grâce à son engagement militant, il est devenu député de Nicosie avant d'être porte parole du gouvernement puis Ministre des affaires étrangères. Il a fondé en 2003 la DDK Strategy and Public Affairs, agence de conseiller en communication et en gestion de crise, et est aujourd'hui député au parlement européen (PPE-Démocrates-chrétiens), membre de la Commission des affaires étrangères, de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et Vice-président de la délégation pour les relations avec le Conseil législatif palestinien.

MANJA KLEMENCIC (SLOVENIE)

Manja Klemenčič est doctorante au centre des études internationales de l'université de Cambridge. Ses travaux de recherches sont consacrés à l'analyse des coalitions gouvernementales et des stratégies de négociations au sein de l'Europe des 25, plus particulièrement pour la convention sur le futur de l'Europe et la conférence intergouvernementale de 2003/04. Son autre domaine d'étude est la politique universitaire européenne dans le contexte du processus de Bologne. Manja est diplômée en économie de l'université de Maribor et en études européennes à l'université de Cambridge.

LENA KOLARSKA-BOBINSKA (POLOGNE)

Diplômée du département de sociologie de l'Université de Varsovie, Lena Kolarska-Bobinska a travaillé pour l'Institut de Philosophie et de Sociologie à l'Académie des sciences de Pologne de 1970 à 1991. De 1991 à 1997, elle a été directrice du Centre de Recherche sur l'Opinion Publique, le plus gros important institut de sondages. Lena Kolarska-Bobinska a été membre du conseil consultatif auprès du premier ministre et membre du comité sur les « sciences sociales et humaines dans un espace européen de recherche » auprès de la Commission. Elle est aujourd'hui directeur de l' « Institute of Public Affairs », un think tank indépendant et est chroniqueuse pour « les Echos ».

LORE LISTRA (ESTONIE)

Elle est depuis 1995 la directrice de l'Institut Estonien, où pendant 2 ans elle a exercé la fonction de consultant. A l'Université de Tartu elle a étudié les langues et la littérature romanes ainsi que les langues et la littérature allemandes. Elle est diplômée (maîtrise d'économie), en 2003 de l'université technique de Tallinn. De 1990 à 1992 elle a travaillé au département des affaires étrangères du ministère de la culture. En 2001 elle est élevée au rang de « Chevalier dans l'Ordre National du Mérite ». Elle est membre de la commission nationale de l'UNESCO et est vice présidente du programme national « langue et culture estonienne dans le monde ». Elle collabore en outre à la rédaction de différents magazines comme « Estonian Literary Magazine » « Estonian Art » et « Estonian Culture ».

PETR PITHART (TCHEQUIE)

Politicien, historien du droit et politologue tchèque, Petr Pithart a signé parmi les premiers en 1977 la Charte 77. Il fut un des fondateurs et porte parole de *Občanské Fórum* (Forum civique) après Novembre 1989. Après le renversement du régime, il devint Premier Ministre de Tchécoslovaquie de 1990 à 1992. Il a ensuite servi la République Tchèque en tant que Président du Sénat de 1996 à 1998. Il est aujourd'hui membre du KDU-CSL (Union chrétienne-démocrate-Parti Populaire tchécoslovaque). Avec d'autres il a écrit des livres sur l'histoire de

1968 et des essais politiques (*L'année 1968, La défense de la politique et L'Histoire et La Politique*).

PAULS RAUDSEPS (LETTONIE)

Pauls Raudseps est éditorialiste à Diena, quotidien letton important et respecté. M. Raudseps est un des fondateurs du journal. Il est né aux Etats-Unis de parents lettons, il s'installe en Lettonie en 1990 pour travailler avec le mouvement pour l'indépendance. Il vit depuis en Lettonie. Il est diplômé d'Harvard et de l'Université d'Indiana en histoire russe.

GINTARAS STEPONAVICIUS (LITUANIE)

Elu au parlement lituanien en 2000, il est aujourd'hui le vice-président du Seimas, membre de la commission des affaires européennes (ALDE, Parti du Centre Libéral) et de la commission éducation, sciences et culture. Il fut un des fondateurs en 1990 de l'Union Libérale Lituanienne dont il est le Vice-président depuis 2001. Il a par le passé beaucoup travaillé pour la CSCE, et a été conférencier à l'institut des relations internationales et de sciences politiques de l'université de Vilnius, où il a été diplômé de droit.

ELZBIETA SKOTNICKA-ILLASIEWCZ (POLOGNE)

Elle est conseillère du bureau du Ministre du Comité pour l'Intégration européenne, membre du Mouvement européen polonais et de la Fondation « la Pologne en Europe ». Elle coopère avec l'Institut de Philosophie et de Sociologie, l'Académie des Sciences polonaise, l'Université de Varsovie et Collegium Civitas à Varsovie. Elle a écrit plusieurs ouvrages dont: *Parliamentary elite vis-a-vis Poland's membership in the European Union, The First Year of Membership in the Social Evaluation, The Election to the European Parliament in Social Opinion Polls, The Costs and Benefits of Poland's European Union Membership in Social Awareness*. Elle est aussi un des co-auteurs des travaux suivants : *The Significance of Preconceptions: Europe of Civil Societies and Europe of Nationalities, Public Attitudes and Elite Opinions, Les aspects culturels de l'intégration européenne, Poland in Europe: Suppliant, Creditor or Partner*.

MIKLOS SZABO (HONGRIE)

Professeur d'archéologie antique et protohistorique à l'Université de Budapest, dont il était aussi recteur de 1994 à 1999. Miklós Szabo a consacré l'essentiel de ses travaux à l'archéologie grecque et à la protohistoire de l'Europe centrale, notamment à la civilisation celtique. Il fut l'un des commissaires responsables de la grande exposition internationale sur les Celtes organisée au Palazzo Grassi de Venise en 1991. Il a participé aux fouilles de Saint-Blaise dirigées par l'Université d'Aix-en-Provence, et il est directeur de la fouille hongroise sur le mont Beuvray (Bibracte) depuis 1988. Il fut commissaire de la saison culturelle hongroise se déroulant en France de juin à décembre 2001. Il est aujourd'hui professeur de l'Université

Eötvös Loránd de Budapest, Membre de l'Académie Hongroise des Sciences et correspondant de l'Académie Française.

NB : Notre Europe signale que l'absence d'un contributeur slovaque n'est absolument pas délibérée. Un auteur avait accepté de nous transmettre ses réflexions mais n'a pas pu le faire, au dernier moment, pour raisons de santé.

Notre Europe

Notre Europe est un groupement indépendant d'études et de recherches dédié à l'unité européenne. L'association a été créée par Jacques Delors à l'automne 1996. Elle se compose d'une petite équipe de chercheurs originaires de divers pays. En tant que laboratoire d'idées sur la construction européenne, le groupement souhaite apporter une contribution aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions.

Notre Europe participe au débat public de deux manières : en publiant des études sous sa responsabilité et en sollicitant des chercheurs extérieurs pour contribuer à la réflexion sur les questions européennes. Ces documents sont destinés à un certain nombre de décideurs, académiques et journalistes dans les différents pays de l'Union européenne. Ils sont aussi systématiquement mis en ligne sur le site Internet. L'association organise également des rencontres et des séminaires, le cas échéant en collaboration avec d'autres institutions ou des organes de presse.

Notre Europe prend aussi position sur des sujets jugés primordiaux pour l'avenir de l'Union européenne, par la voix de son Président ou de son Conseil d'Administration, qui a en charge, outre la gestion de l'association, la fonction d'orientation et d'impulsion de ses travaux. Un Comité International, composé de personnalités européennes de haut niveau, se réunit une ou deux fois par an afin de traiter d'une thématique européenne importante.

Avant-propos

L'importance historique de l'adhésion de 10 Etats à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 n'a d'égale que l'indifférence surprenante avec laquelle cet évènement a été accueilli. Et pourtant, quel grand moment de l'histoire européenne... la réunification d'un continent, le nombre des membres de l'Union presque doublé, 75 millions de nouveaux citoyens européens...

Alors que nous venons de fêter le 2^e anniversaire de cet évènement, la crainte et le préjugé semblent s'être malheureusement ajoutés à l'indifférence. La crainte de voir le projet de l'Europe des 15 et les perspectives d'union politique « dénaturés » par un élargissement sans précédent. Les préjugés sur les différences de niveaux économiques et sociaux et sur la concurrence déloyale que ces nouveaux Etats membres pourraient représenter.

Si l'on prend la peine de se pencher sur la réalité de cet élargissement, on s'aperçoit très vite que ces craintes et préjugés sont sans fondement et essentiellement le fruit d'une méconnaissance de ces pays.

Et pourtant, entre le discours officiel des responsables politiques et la vision sommaire de la « vieille » et de la « nouvelle » Europe que nous renvoient les médias, il est difficile de se rapprocher de la réalité quotidienne des citoyens de ces pays, de comprendre leur état d'esprit et leurs aspirations.

C'est pourquoi Notre Europe a voulu contourner le langage officiel et celui des médias pour aller identifier, parmi la population de ces pays, quelques intellectuels, issus de milieux politiques, académiques ou culturels, afin qu'ils nous livrent une opinion libre. La question qui leur a été posée, volontairement ouverte et ambitieuse, est la suivante : quelle devrait être l'Europe de 2020 ?

Ceux qui craignaient pour l'avenir de l'union politique seront rassurés. La vision de ces auteurs est parfois philosophique, très souvent politique, presque sans exception optimiste et à chaque fois une source d'inspiration. On est loin de l'Europe du grand marché que l'Union des 25 serait condamnée à devenir.

L'approche délibérément « impressionniste » de cette étude ne nous permet pas de prétendre à de quelconques généralisations. Et l'exercice délicat de synthèse que tente de réaliser l'introduction de ce travail ne peut rendre justice à l'ensemble des textes. Le lecteur est donc invité à se pencher sur les contributions elles-mêmes et à se forger sa propre « opinion libre ».

Table des matières

Introduction	2
1 L'Europe en 2020 : synthèse des contributions	5
1.1.1 Imagination politique et optimisme	5
1.1.2 L'Europe de l'espoir : paix, liberté et prospérité	5
1.1.3 L'Europe des valeurs : Etat de droit, solidarité et tolérance	6
1.1.4 L'espace européen : diversité, identités et frontières	7
1.1.5. L'Europe démocratique : constitution, citoyens et communication	11
1.1.6. L'Europe des projets : marché intérieur, éducation, social, immigration et énergie	12
1.1.7 L'Europe dans le monde : politique étrangère et sécurité commune	14
1.1.8 Bon sens et utopie	15
2 Contributions	16
2.1 Europe in 2020 par Carmel Attard	16
2.2 What Europe by 2020 ? par Jiří Dienstbier	20
2.3 Vision d'une Europe par Jaan Kaplinski	24
2.4 My vision of the EU in 2020 par Ioannis Kasoulides	26
2.5 Europe – the real 'last great hope'? par Manja Klemenčič	30
2.6 What developments should take place in the EU by 2020 ? par Lena Korlarska-Bobińska	34
2.7 L'Europe, vingt ans après par Lore Listra	36
2.8 What developments should take place in the EU by 2020 ? par Petr Pithart	38
2.9 A Europe of Law par Pauls Raudseps	41

2.10 Vision of Europe. The EU in 2020.	44
What developments should take place in the EU by 2020 par Gintaras Steponavičius	
2.11 Thesis: The crisis we are experiencing is one relating to the condition of the Europeans rather than to the condition of the European Union institutions	47
par Elżbieta Skotnicka - Illasiewicz	
2.12 Vision de l'Europe en 2020	51
par Miklós SZABÓ	

"Aucune carte du monde n'est digne d'un regard si le pays de l'utopie n'y figure pas"
Oscar Wilde

Introduction

Anciens et nouveaux Etats membres : ouvrir le débat d'idées

Voilà deux ans que l'Union européenne s'est élargie à dix Etats d'Europe centrale, orientale et du bassin méditerranéen, étendant la citoyenneté européenne à 75 millions de personnes. D'une ampleur sans précédent, cet élargissement n'a malheureusement pas été perçu comme il aurait dû l'être dans l'Europe des 15. Ce moment historique de réunification d'un continent, à peine célébré en 2004, donne aujourd'hui trop souvent lieu à des discours trompeurs mais hélas porteurs sur la fracture soi-disant profonde entre « vieille » et « nouvelle » Europe. Les médias s'en sont emparés à chaque actualité européenne, que ce soit l'intervention américaine en Irak, les débats relatifs à la directive de libéralisation des services ou encore les négociations sur les perspectives financières. Sur ces questions, pourtant, l'Europe des 15 était aussi divisée que l'Europe des 25.

L'analyse de l'opinion publique vient également contredire cette fracture entre « anciens » et « nouveaux ». Les enquêtes « Eurobaromètres » montrent, par exemple, que, lorsqu'on pose la question des bénéfices perçus de l'appartenance à l'Union européenne – en tenant compte, de surcroît, du temps nécessaire pour évaluer ces bénéfices et du plus grand nombre de réponses neutres dans les nouveaux Etats membres – les trois pays présentant les plus hauts pourcentages de réponses positives sont l'Irlande, le Luxembourg et la Lituanie (entre 70 et 86%). Le même rapprochement entre les deux « blocs » « anciens » et « nouveaux » peut être fait en sens inverse puisque Chypre figure avec le Royaume Uni, l'Autriche et la Suède parmi les pays qui ont les taux de réponse positive les plus bas (entre 35 et 40%). De même si l'on regarde les opinions sur l'image de l'UE, la Pologne est plus proche du Portugal (avec autour de 50% de réponses positives) que de la Lettonie qui se rapproche de la Finlande (avec 39% de réponses positives)¹.

Sur certains sujets, certes, la cohérence des deux ensembles – Europe des 15, Europe des 10 – apparaît clairement, les négociations budgétaires sur les fonds structurels étant peut-être l'exemple le plus parlant. On n'est pas non plus très surpris de lire dans les Eurobaromètres que, globalement, les dix nouveaux Etats membres soutiennent plus fortement que les anciens la poursuite des élargissements (+25% par rapport au soutien enregistré dans les anciens Etats membres)². Ceux qui, par contre, pensent que cet élargissement a sonné le glas de l'intégration politique seront peut-être étonnés de voir que les 10 nouveaux Etats membres

¹ Eurobaromètre standard, n°64, automne 2005, p.14-19.

² Eurobaromètre standard, n° 64, automne 2005, p.31-33. Notons cependant que ce soutien est en légère baisse par rapport aux résultats de l'Eurobaromètre du printemps 2005.

sont aussi dans l'ensemble plus favorables à une Union politique³ (67% contre 57%). Logiquement, ils sont donc aussi plus nombreux à souhaiter une augmentation du budget communautaire (+10) ainsi qu'un rôle plus important pour l'Union dans les cinq années à venir (60% dans le nouveaux Etats membres, soit 13% de plus que dans les anciens).

Comment expliquer dès lors que cette vision « duale » et souvent faussée de la carte de l'UE actuelle persiste ? Les réponses sont multiples mais il y a une cause sur laquelle il est possible d'agir : la faible connaissance de ces nouveaux Etats membres. C'est en tout cas ce qu'indiquent les Eurobaromètres qui, semestre après semestre, soulignent la méconnaissance de l'Autre de Brest à Varsovie, de Ténériffe à Vilnius et de Dublin à Nicosie. Ainsi, au printemps 2003, si 80% des sondés affirmaient avoir déjà entendu parler de l'élargissement, ils étaient bien moins nombreux à connaître l'identité des futurs Etats membres (de 73% de bonnes réponses pour la Pologne contre moins de 50% pour les pays baltes)⁴. Plus rares encore étaient ceux en mesure de différencier les pays candidats des pays adhérents (1%). Trois ans plus tard, la situation ne s'est guère améliorée : moins de la moitié d'entre eux peuvent donner le nombre correct d'Etats membres au sein de l'Union⁵.

La jeunesse relative de l'Europe des 25 est bien sûr la première explication de cette méconnaissance. On sait que la « carte mentale » des citoyens européens s'élargit moins rapidement que la carte géographique de l'Union. En décembre 2002, par exemple, soit sept ans après le passage à quinze, 72% des citoyens européens pensaient encore que l'Union n'était composée que de douze membres⁶. A cela s'ajoute le manque d'informations. La couverture médiatique en est sans doute la première cause. Le constat vaut pour d'autres questions européennes mais il a atteint dans le cas de l'élargissement un caractère presque caricatural⁷. L'absence d'expérience directe des nouveaux Etats membres est une autre explication. Faible connaissance de leurs langues, de leurs cultures et de leur histoire⁸, voyages peu fréquents, les citoyens des anciens Etats membres entretiennent un rapport

³ Eurobaromètre standard, n° 63, printemps 2005, p.120 et s. . De même J. Rupnik souligne trois enjeux actuels : la relation transatlantique dans le contexte de la PESC, la question du coût de l'élargissement et de la solidarité et enfin celle de la réforme des institutions européennes ; cf. Jacques RUPNIK (Dir.), *op. cité*, p.34 et s.

⁴ Eurobaromètre, Flash EB "Elargissement de l'UE", mars 2003, p.11 ; des différences notables étaient également observées entre Etats membres, des pays comme le Royaume-Uni, l'Italie, l'Irlande ou le Portugal présentant des pourcentages plus faibles que la moyenne. Deux facteurs semblaient jouer un rôle: la taille de l'Etat mais également la proximité géographique entre ce dernier et l'Etat dont le sondé est ressortissant (à l'exception notable de Malte).

⁵ Eurobaromètre standard, n° 63, printemps 2005, p.79

⁶ Eurobaromètre standard, n° 58, automne 2002, p.15

⁷ Olivier Baisnée rapporte un entretien avec un journaliste français qui rappelle que TF1, le jour même de l'élargissement, avait juste nommé les dix pays entrants. Olivier BAISNEE et Thomas FRINAULT, "Les rédactions françaises et l'actualité de l'UE. Les logiques de l'intéressement et du désintéressement à l'Europe", Journée d'études de la Revue Mots, Toulouse, 21 octobre 2005

⁸ Eurydice, "Chiffres Clés de l'enseignement des langues étrangères à l'école", Edition 2005, p.52 (disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.eurydice.org/Documents/KDLANG/2005/FR/FrameSet.htm>); confer également l'Eurobaromètre spécial 63.4 "Les Européens et les langues", septembre 2005

distant avec les pays d'Europe centrale et orientale. L'eurobaromètre de mars 2003 établit d'ailleurs une corrélation claire entre le fait d'avoir déjà visité un des pays adhérents (qui ne concerne qu'un tiers de sondés) et la connaissance de l'élargissement.

Mais cette méconnaissance se fonde aussi sur l'absence de débats d'idées. Enfermée dans sa « rhétorique de l'inéluctable »⁹, l'Union aurait donné l'impression de s'élargir par déterminisme historique, géographique et culturel. Au « retour à l'Europe » promu dans les pays candidats a fait écho la « responsabilité historique » de l'Occident, rendant vaine toute tentative d'objectivation du débat. « *En forçant le trait, on est tenté de dire qu'il y a multiplication des échanges et libre circulation des personnes et appauvrissement du débat entre les élites intellectuelles et politiques est- et ouest-européennes (...). Comme si, après la disparition de l'adversaire commun qu'incarnait le totalitarisme soviétique, nous n'avions plus grand chose à nous dire* », écrit Jacques Rupnik¹⁰. Or, ce débat tronqué a produit un double effet pervers : à l'Ouest, le voile d'ignorance s'est épaissi, rendant encore plus brutale la prise de conscience après le 1^{er} mai 2004. A l'Est, les dernières années des négociations ont vu la résurgence de mouvements eurosceptiques fondant leur discours sur le refus de la pensée unique¹¹. Dans les deux cas, le sentiment de méfiance à l'égard de l'Europe s'est accru.

C'est ce déficit de connaissances et de débats d'idées qui conduit à appréhender ces nouveaux Etats membres comme un bloc, alors qu'eux-mêmes ont vécu l'intégration européenne comme un phénomène de différenciation, que ce soit entre leur pays et les autres pays candidats qu'au sein même de leur société.

Cette étude cherche, modestement, à réduire ce déficit. En demandant à des intellectuels des nouveaux Etats membres, qu'ils soient acteurs ou observateurs de l'histoire qui s'écrit, de donner leur vision de l'Europe de 2020, l'objectif est bien celui de confronter et de rapprocher les univers intellectuels de l'Europe élargie.

⁹ Eric DACHEUX, *L'impossible défi : la politique de communication de l'UE*, CNRS Editions, 2004.

¹⁰ Jacques RUPNIK (Dir.), *Les européens face à l'élargissement*. Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p.20

¹¹ Laure NEUMAYER, « De l'euro-réalisme au souverainisme ? Le discours eurosceptique dans trois nouveaux membres de l'UE : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque », dans Pascal DELWIT, Philippe POIRIER (eds), *Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005

L'Europe en 2020 : synthèse des contributions

IMAGINATION POLITIQUE ET OPTIMISME

Si, comme le souligne Elzbieta Skotnicka-Illasiewicz, « *un des attributs indispensables de la vitalité de l'Union est l'imagination politique* », la question de l'Europe en 2020 a le grand avantage de raviver cette imagination. Et celle-ci est fondamentale au moment où l'Union européenne traverse une des crises les plus importantes de sa jeune histoire. Il faut, en effet, à l'instar de Ioannis Kasoulides, rappeler que l'Union européenne est encore très jeune. Selon ses propres termes, « *50 ans, c'est juste une goutte dans l'océan de l'histoire européenne* ».

Ce bond dans l'avenir et cette perspective historique doivent nous faire porter un regard optimiste sur la crise actuelle. Et c'est effectivement celui qu'ont choisi de porter, dans l'ensemble, les auteurs de ces contributions. Pour Ioannis Kasoulides, « *la crise est une période de danger mais elle est simultanément une opportunité et un défi pour aller de l'avant avec encore plus de force* ». Après tout, c'est, comme le soutient Jiří Dienstbier, « *au cours de ses crises* » que « *l'UE s'est développée depuis ses débuts modestes jusqu'à devenir le marché intérieur le plus large du monde et à établir les fondations de l'intégration politique* ». Elzbieta Skotnicka-Illasiewicz va encore plus loin en annonçant que la foi dans le sens du projet européen reviendra et que ce jour-là, « *il faudra remercier les Français et les Néerlandais de nous avoir forcé – avant qu'il ne soit trop tard – à réfléchir à ce qui vient « après » [l'accomplissement du rêve de l'éradication des barrières de la division post-Yalta] pour l'Union et pour l'Europe* ».

L'EUROPE DE L'ESPOIR : PAIX, LIBERTE ET PROSPERITE

Manja Klemenčič donne le ton par l'intitulé même de sa contribution : « *Europe – le véritable 'dernier grand espoir' ?* ». Un espoir de paix, tout d'abord, que nos auteurs n'oublient pas de rappeler en s'inscrivant dans la tradition historique des pères fondateurs. Comme le formule Jiří Dienstbier, « *la paix relève tellement de l'évidence aujourd'hui qu'on oublie facilement qu'il a fallu un grand courage pour dépasser les sentiments de revanche des peuples des nations victorieuses, en prenant en compte la mentalité des perdants et les préjudices subis par des siècles de conflits européens* ».

Mais l'objectif de paix est plus qu'une référence historique pour ces auteurs. Selon les mots de Miklós Szabó, « *la naissance de l'Europe des vingt-sept puis de celle des trente aura une valeur symbolique. Les peuples de l'Europe centrale, séparés et opposés par les guerres mondiales, pourront enfin se tendre la main. La méfiance et la discorde seront petit à petit remplacées par la*

confiance et la coopération. A l'instar de la réconciliation franco-allemande, la nouvelle génération des Hongrois, pourtant profondément blessée par le traité de Trianon, n'a plus peur d'investir en Slovaquie ou en Roumanie. Autre signe positif : les nouvelles régions – qui se constituent peut-être un peu trop lentement – ont tendance à ignorer les frontières des Etats actuels. L'Union pourra faire de l'Europe un havre de paix. Et ce serait déjà une chose extraordinaire, un gain inestimable ».

La question de la paix reste aussi d'actualité pour Paul Raudseps. Selon ses mots, « *On entend souvent dire dernièrement que l'objectif d'origine du projet européen – prévenir les conflits sur le continent – a perdu son ascendant et que l'Europe doit chercher une nouvelle idée pour lui donner du sens et de la pertinence au 21^e siècle. Il est souvent suggéré que ce nouveau projet doit être la construction d'une entité politique - plutôt vaguement définie - qui fera de l'Union européenne un acteur majeur sur la scène globale, comparable aux Etats-Unis d'Amérique ».* « *Mais, si ce but peut avoir un certain attrait pour quelques élites nationales en Europe »*, Paul Raudseps est d'avis « *qu'il s'agit au mieux d'une distraction et au pire d'un obstacle au **vrai travail de l'Union, qui reste et restera dans le futur proche la prévention des conflits à l'intérieur du continent, et non la projection de force à l'extérieur de celui-ci*** ». Pour cet auteur, c'est la persistance d'identités fragmentées en Europe et la prégnance des nations qui justifient son propos mais c'est aussi « *la présence dans un certain nombre de pays européens de large populations musulmanes, socialement isolées* » qui, selon lui, « *pose le problème de la création d'un vrai sentiment d'identité européenne commune qui serait le lieu principal de la loyauté de ces citoyens* ».

Si on oublie facilement l'apport inestimable de l'intégration européenne pour la paix sur le continent, on ne met pas non plus assez en avant, nous dit Jiří Dienstbier, « *que l'Union européenne promeut l'expansion de la liberté* ». Avant 1989, ajoute-t-il, « *son attrait pour les nations sous l'autorité de l'Empire soviétique était si fort que Milan Kundera et beaucoup d'autres considéraient que les Tchèques, les Polonais et les Hongrois étaient des Européens plus dévoués que leurs voisins occidentaux* ». Il rappelle, à juste titre, que « *la **perspective de rejoindre l'Union européenne est le moteur des réformes politiques et économiques dans les pays pour lesquels elle signifie l'espoir d'une vie dans la liberté et la prospérité*** ».

L'EUROPE DES VALEURS : ETAT DE DROIT, SOLIDARITE ET TOLERANCE

Paul Raudseps le dit très clairement : « *tous les pays de l'UE et la grande majorité de leurs citoyens partagent un engagement pour les mêmes valeurs politiques* ». Il pense que la valeur de « l'Etat de droit » est la plus importante pour le projet européen. C'est, selon lui, « *l'Etat de droit qui protège la paix, régule les conflits inhérents aux sociétés humaines, et crée le cadre pour à la fois la jouissance des droits de l'homme et l'augmentation de la prospérité* ». « *Tout Etat* », ajoute-t-il, « *qui est prêt à entrer dans ce type de 'contrat social' avec d'autres Etats de mêmes intentions, en cédant une partie de sa liberté/souveraineté en échange de la stabilité et de la sécurité qu'apporte un mécanisme de résolution pacifique des conflits et de recherche du bien commun, est 'européen' dans le sens le plus important du terme, à savoir par son adhésion à un ensemble de valeurs politiques* ».

Les valeurs sont aussi celles qui caractérisent le modèle économique et social de l'Union européenne que la plupart des auteurs défendent avec force. Parmi ces valeurs, la solidarité figure en première place. Comme le souligne Carmel Attard, « *l'Union européenne est souvent critiquée pour l'importance qu'elle accorde à la solidarité sociale considérée par certains économistes comme un obstacle à la compétitivité de l'Union si on la compare aux modèles d'autres ensembles économiques* ». A ses yeux, cependant, « *ce qui est perçu par certains comme une faiblesse, est un des points forts qui rendent l'UE unique parce que la solidarité et la politique sociale de l'UE donnent un visage humain au développement économique* ».

Manja Klemenčič est encore plus véhémente. Selon elle « *il est temps de se rappeler que les comparaisons superficielles basées sur les statistiques de croissance du PNB sont au mieux non conclusives et cachent des dislocations sociales sérieuses que nous ne sommes pas et ne devrions pas être prêts à accepter en Europe* ». Et elle renchérit : « ***L'Europe dans son meilleur jour offre une vision différente à l'humanité. Même si elle a ses problèmes, cette vision fonctionne et produit des sociétés plus douces, plus sûres et plus équitables socialement. Les défenseurs de ce modèle européen sont les vrais visionnaires*** ».

La force du modèle social européen comme vision alternative de l'humanité est aussi mise en avant par Jiří Dienstbier. Il l'écrit de manière très concrète : « *dans le monde de la concurrence économique, les Européens sont confrontés à deux défis : une force de travail bon marché dans les pays en voie de développement, en particulier la Chine et l'Inde, mais aussi la 'dictature de l'effectivité' de l'Amérique, qui ne donne même pas deux semaines de vacances à ses employés* ». Il emprunte à Lionel Jospin l'expression « *oui à l'économie de marché, non à la société de marché* » pour décrire la tradition européenne et rejoint les propos de Jeremy Rifkin sur le rêve européen qui recommandent de construire sur les acquis sociaux plutôt que de les négliger.

« L'Europe », poursuit Manja Klemenčič, « *n'a aucune raison de se sentir faible, apathique et irrésolue. Pourquoi ne pas nous penser plutôt comme un bastion de l'antimilitarisme, de la tolérance et de la modération* » ? Car, renchérit Lore Listra, « *la solidarité, ce n'est pas simplement l'acte de donner, de (re)distribuer. C'est aussi celui de comprendre et de respecter* ».

L'ESPACE EUROPEEN : DIVERSITE, IDENTITES ET FRONTIERES

La question de l'élargissement de l'Union est abordée par pratiquement tous les contributeurs. Leurs opinions sont directes, sans tabou. Elles se veulent ouvertes et s'accrochent dès lors d'un degré d'incertitude sur les contours futurs de l'Union européenne. Elles tranchent – et l'on peut s'en réjouir – avec les positions souvent complexes et ambiguës que beaucoup de leaders politiques ou relais d'opinion de l'Europe des 15 formulent du bout des lèvres.

Tous approuveraient sans doute, tout d'abord, le bilan que propose Ioannis Kasoulides : « *la réunification du continent a été un formidable succès de l'Union et les deux dernières années ont montré que, malgré les paramètres difficiles du Traité de Nice, l'UE des 25 fonctionne et fonctionne*

bien. L'élargissement, et les transformations politiques et socio-économiques des pays voisins avant (et après) leur accession, est la réussite la plus fondamentale de l'UE ». Et Ioannis Kasoulides ne pense pas seulement aux pays d'Europe centrale et orientale mais aussi à l'Espagne ou à la Grèce. Les contributeurs partagent probablement aussi l'analyse lucide et sans détour de cet auteur sur la logique de l'élargissement qu'on ne peut arrêter : « à partir du moment où une zone stable, démocratique et prospère est établie, il est naturel pour ceux qui se situent à l'intérieur comme à l'extérieur de souhaiter l'étendre continuellement pour qu'elle recouvre plus de voisins et rapportent plus de bénéfices communs ».

Et ce sont bien les objectifs de stabilisation, de démocratisation et de sécurité qui motivent nos contributeurs au premier chef. Partant de sa définition de l'UE par le biais d'un socle de valeurs politiques, Paul Raudseps rappelle que « ses valeurs sont la seule mesure qui permette de juger objectivement de l'appartenance d'un pays à l'Europe » et que « les utiliser comme point de référence nous débarrasse de tout soupçon de chauvinisme chrétien, de préjugé ou de racisme dans les décisions sur les membres de l'UE ». Mais ils soulignent aussi le caractère très pragmatique de ces arguments : « l'attrait de l'appartenance à l'Union européenne et les étapes concrètes nécessaires pour faire vivre ces valeurs politiques et juridiques dans les états voisins de l'UE sont une force puissante pour la stabilité, l'amélioration de la sécurité des Etats membres, car ils aident les états voisins dans leur lutte pour la modernisation ». Petr Pithart va même plus loin, pour lui, « nous devons même être prêts à ce que la paix et la sécurité dans l'Union prennent, à un certain moment, l'ascendant sur l'homogénéité des valeurs ».

Dans cette perspective, la plupart des contributeurs espèrent que les **pays des Balkans occidentaux**, ou en tout cas un bon nombre d'entre eux, feront partie de l'Union en 2020, parce que ceux-ci, comme le formule Jiří Dienstbier, « **ne doivent pas rester une enclave isolée au milieu des Balkans** ». Si Miklos Szabo place aux Balkans occidentaux la limite de l'élargissement – parce que, comme il le formule, « la détermination des pères fondateurs de l'Union semble s'être évaporée » - d'autres voient plus loin.

Lena Kolarska-Bobińska pense que l'objectif de favoriser la sécurité et la promotion de la démocratie par l'élargissement concernera particulièrement l'Ukraine et la Turquie, parce que ces deux pays sont « non seulement des voisins clés de l'Union européenne mais aussi des têtes de pont vers d'autres pays sur d'autres continents ». Jiří Dienstbier voit également dans l'adhésion de la Turquie l'avantage d'avoir des frontières européennes au Proche-Orient et d'avoir au Proche-Orient un voisin de la Grèce et de la Bulgarie. Il signale également l'intérêt de l'Ukraine et des pays du Caucase. Paul Raudseps espère aussi, outre les pays des Balkans occidentaux, que « la Turquie sera sur le point de rejoindre l'UE, si elle ne l'a pas déjà fait, et que l'Ukraine et la Moldavie seront en négociations ».

Ioannis Kasoulides aborde plus longuement, en tant que Chypriote, la question de la Turquie dont l'adhésion à l'UE, malgré les nombreux obstacles et non des moindres (démocratie, minorités, question arménienne, occupation de Chypre...), serait bénéfique. Pour lui, « une Turquie

européanisée, réformée et démocratique conduira inévitablement à la solution de questions nationales avec les Etats membres voisins, et donnera un coup de fouet à la stabilité et à l'économie de tout l'Est méditerranéen ». Mais son adhésion aurait aussi des avantages pour l'ensemble de l'UE, qu'ils proviennent de « ses taux de croissance élevés et la jeunesse de sa main d'œuvre, de la symbolique d'avoir un pays musulman dans l'UE ou de la valeur ajoutée de sa position stratégique et militaire ». Carmel Attard est le plus optimiste. Pour lui, l'Union européenne sera, d'ici 2020, une Communauté de 35 nations. Il voit dans cet ensemble les pays des Balkans occidentaux, la Turquie, la Norvège et la Suisse. Gintaras Steponavičius est – de manière surprenante – un des rares à évoquer le rôle que pourrait jouer la Russie dans la conception de cet ensemble européen. D'après lui, la Russie « est une des forces exogènes qui pourrait donner à l'Europe un comportement d'enfant perdu » et ce défi « persistera tout au long de la prochaine décennie ».

Cette relative ouverture par rapport à de nouveaux élargissements s'accompagne cependant d'un certain nombre de précautions. La première est d'ordre fonctionnel. Selon Petr Pithart, « avant tout futur élargissement, nous devons nous assurer que les structures institutionnelles et de décision sont prêtes ». Ioannis Kasoulides utilise l'expression consacrée de « la **capacité d'absorption de l'Union** », tant en termes de fonctionnement des institutions que des finances de l'Union. Petr Pithart souligne aussi l'importance de l'adhésion du citoyen aux prochains élargissements et recommande qu'ils soient approuvés démocratiquement. Pour Jiří Dienstbier, c'est la nécessité de faire de l'Europe un acteur politique important qui doit nous amener à peser les élargissements futurs et leur calendrier de manière très prudente.

Ce commentaire de Jiří Dienstbier montre que le regard bienveillant de ces auteurs sur la perspective d'autres élargissements ne s'accompagne pas d'un renoncement à l'avenir de l'intégration politique. On a presque l'impression que la spécificité du projet politique de l'Union est mieux comprise par ces représentants des nouveaux Etats membres qu'elle ne l'est par certains « anciens ». Jiří Dienstbier est explicite dès les premières lignes : « l'intégration européenne a été depuis ses débuts un projet politique ». On aurait pu penser pourtant que l'importance de l'Etat nation serait dominante car, comme le souligne Carmel Attard, « la plupart de ces nouveaux Etats membres chérissent toujours leur démocratie et leur souveraineté récemment acquises 15 ans après la fin du Pacte de Varsovie qui les avait maintenu soumis à la main de fer de l'Union soviétique pendant plus de 40 ans ». Mais c'est justement, poursuit Carmel Attard, ce maintien de l'identité et de la souveraineté nationales qui a amené les Européens « à être **créatifs dans la manière de forger une communauté de nations avec des caractéristiques fédérales sans 'offenser' les sentiments nationaux des citoyens** ».

Le projet fédéral de l'Union entendu comme le système politique permettant d'accommoder les diversités nationales au sein d'une communauté politique est au cœur de la plupart des visions de l'Europe exposées par nos contributeurs. A leurs yeux, même s'il existera toujours une tension entre ce que Elzbieta Skotnicka-Illasiewicz appelle la vision « coopérative » et celle de la « domination », unité et diversité, loin d'être incompatibles, se renforcent mutuellement et leur

association est l'atout de l'Union européenne. Lore Listra est peut-être, sur ce point, la plus explicite. « *L'Europe* », nous dit-elle, « *est imbue de cultures, de cultures différentes. Cette diversité est un des grands avantages de l'Europe. Dans la biologie, **la diversité dans un écosystème est le garant de sa viabilité : plus les espèces sont nombreuses au sein de ce système, plus il a de chance qu'en cas d'accident quelconque, certains survivront. Plus la diversité est grande, plus le système est fort*** ». Elle en conclut que « *L'Europe devra s'orienter vers une unité tout en appréciant la diversité. Au lieu de s'assembler tout simplement sous la marque Made in EU, il faudrait soutenir et encourager la connaissance de cette diversité culturelle* ». Décrivant un voyage familial à travers les régions d'Europe, Pauls Raudseps voit, lui aussi, dans la diversité culturelle européenne la spécificité principale de l'Europe et l'Union comme le moyen de préserver cette dernière. Le mot de fin de la contribution de Miklós Szabó résume cette vision dans une formule inspirée : « *les nations de l'Union européenne, tout en conservant leur identité linguistique et culturelle, seront capables, au XXI^e siècle, de réalisations dignes des chefs-d'œuvres les plus extraordinaires de notre passé commun* ».

Jaan Kaplinski porte cette réflexion sur la diversité culturelle à l'échelle mondiale et l'amène à une réflexion sur l'identité et les frontières de l'Europe qui mérite que l'on s'y attarde. Selon lui, l'Europe est passée de sa volonté de subjuguer et de transformer le monde à la tolérance religieuse et culturelle. Le processus d'émancipation culturelle et ethnique qui en a résulté a fait que « *non seulement l'Europe mais le monde entier est devenu une mosaïque multiculturelle* ». Les gens, ajoute-t-il, « *ont souvent une identité multiple ou non déterminée* ». Entre les forces qui cherchent à resserrer l'Europe dans son identité judéo-chrétienne et grecque ou ceux qui s'orientent vers une mondialisation à l'américaine, il existe, selon Jaan Kaplinski, un compromis possible comme le montre l'expérience et l'histoire même de l'Europe : « *l'unité dans la pluralité, la pluralité dans l'unité* ». Il est possible, nous dit l'auteur, « *de vivre dans un flux perpétuel, de se trouver une identité dans ce flux même, dans la construction, déconstruction et reconstruction permanente de cette identité* ». Dans cet esprit, « *l'identité européenne n'est pas nécessairement européenne ou pas seulement européenne* ».

L'Europe, en conclut Jaan Kaplinski, « *est devenue une Europe sans frontières précises culturellement comme géographiquement* ». **La péninsule européenne « ne possède pas de frontières clairement dessinées, celles que nous connaissons sont purement conventionnelles** ». Il conviendrait, selon cet auteur, de penser l'Europe non pas seulement comme un continent mais comme un processus. Et, nous ne devons pas, selon lui, « *penser que ce processus sera arrêté aux confins de ce que nous sommes habitués de considérer comme notre péninsule, notre part du monde* ». Ce cheminement de pensée amène Jaan Kaplinski à dire sans détour qu'il est « *possible et désirable qu'une union des nations, une confédération dont le noyau est l'Europe englobe tout le monde* ». « *L'ascension d'une Europe plus unie, plus consciente de son identité et de ses moyens* », poursuit-il, *peut avoir une influence à l'intégration des autres continents et régions. Et une telle Europe pourra certainement contribuer au développement des Nations Unies en un instrument plus efficace de la politique internationale* ».

L'EUROPE DEMOCRATIQUE : CONSTITUTION, CITOYENS ET COMMUNICATION

La réforme des institutions reste un chantier fondamental de l'Union pour la quasi-totalité des contributeurs, en vue, nous l'avons vu, de « digérer » l'élargissement et de préparer les prochains. Pour beaucoup, cela passe par l'adoption d'une Constitution. Miklos Szabó considère que l'absence d'une constitution européenne empêche l'Europe d'adopter un système fédéral au sens propre du terme, que l'auteur privilégie à une Europe à deux vitesses qui serait, selon lui, une caricature de l'intégration. Sans recourir au vocabulaire fédéral, Lena Kolarska-Bobińska exprime une idée similaire : « *l'Union doit préciser son approche systémique en vue du but final. Il est donc important d'approuver le traité constitutionnel ou un document proche de celui-ci, lequel constituera la 'charpente' et, grâce à des objectifs clairement définis, empêchera l'Union européenne de dériver* ».

A cet égard Ioannis Kasoulides rappelle, à juste titre, trois éléments positifs qu'il ne faut pas perdre de vue pendant cette période de réflexion : « *Premièrement, nous avons un texte qui a été élaboré par une enceinte avec beaucoup plus de légitimité qu'une conférence intergouvernementale et qui a été agréé et signé par 25 gouvernements. Deuxièmement, il a été ratifié par une majorité d'entre eux, y compris deux par référendum. Troisièmement, la nécessité de la plupart des changements institutionnels proposés est reconnue par toutes les parties concernées* ». La plupart des auteurs ne s'engagent pas sur des propositions techniques de « sortie de crise » mais semblent partager l'avis de Ioannis Kasoulides, selon lequel, **quelque que soit l'avenir du Traité constitutionnel, « l'essentiel, c'est que la base d'une future réforme est là, et qu'elle ne changera probablement pas »**.

La nécessité pour l'Union d'adopter sa 'charpente constitutionnelle' ne relève pas seulement d'un impératif d'efficacité. Pour beaucoup, c'est aussi une question d'amélioration de la pratique démocratique dans l'UE. Petr Pithart exprime de manière imagée le problème que tous les auteurs ont identifié d'une manière ou d'une autre : « *entre 1989 et 2005, l'UE a approfondi son intégration, introduit l'Euro comme monnaie commune et accepté 13 nouveaux Etats membres. Dans la précipitation, les 'échappés' de Bruxelles ont décroché du 'peloton populaire'* ». En effet, ils sont nombreux à vouloir « rendre l'Europe à ses citoyens » à l'instar d'Elzbieta Skotnicka-Illasiewicz qui analyse la crise comme celle du décrochage des Européens plus que celle des institutions. Le débat sur la ratification du Traité constitutionnel n'est pas seulement un débat sur le futur de l'Union, souligne-t-elle, c'est aussi « *un débat sur ce qui unit et ce qui divise les Européens* ». En ce sens, ce débat « *offre l'opportunité de mettre en lumière la véritable notion sociale, auparavant non révélée, de la raison, du but et de la signification du projet d'unir le continent européen, mais aussi la maturité des Européens pour donner suite à ce projet* ».

C'est dans cet esprit qu'une majorité de ces auteurs, tout en souhaitant l'entrée en vigueur d'un Traité constitutionnel d'ici 2020, envisage aussi une seconde révision avant ce terme. Ces possibles révisions doivent en effet continuer à augmenter la capacité des institutions à rendre ou non les citoyens acteurs de l'Union car c'est cela qui scellera l'avenir de l'Europe. Parmi les propositions avancées, notamment par Carmel Attard, Jiri Dienstbier, Ioannis Kasoulides, et Petr Pithart, **le renforcement des pouvoirs du Parlement européen et du rôle des parlements nationaux figure en premier plan**. Petr Pithart voudrait, notamment que le parlement européen ait plus de

poinds que les Etats dans le domaine budgétaire. La perception de ce pouvoir devrait, selon lui, augmenter la participation des citoyens aux élections européennes. L'enjeu démocratique amène Petr Pithart et Carmel Attard à poser la communication comme un défi majeur, dont le but essentiel est de rendre les citoyens plus conscients et mieux informés des débats européens. Ils soulignent au passage le rôle important des partis et parlements nationaux dans cet effort de pédagogie. Ioannis Kasoulidès engage les gouvernements à plus de franchise vis-à-vis des décisions prises à Bruxelles. Il faut, selon lui que l'Europe passe dans le quotidien des citoyens.

Jiří Dienstbier et Manja Klemenčič rappellent cependant que le débat sur le Traité constitutionnel doit être mis en perspective. Le premier souligne que la controverse sur le Traité n'est qu'une des étapes du processus d'intégration et qu'il relève aussi de considérations nationales – notamment l'insatisfaction par rapport à certains gouvernements en place – ou d'un certain malaise lié à des problématiques plus vastes comme celle de l'immigration. Il cite, à cet égard, le Président tchèque, adversaire d'une intégration politique plus poussée, qui a qualifié le désaccord comme portant « *non pas sur la constitution mais sur des visions du monde* ». Depuis 1989 et la fin de la menace soviétique, l'intégration des pays post-communistes a, nous dit Jiří Dienstbier en empruntant les mots de Daniel Cohen, « *laissé la peur de la globalisation pénétrer le centre du débat européen* ». Manja Klemenčič nous engage aussi à ne pas dramatiser la situation actuelle après les « non » français et hollandais : « *L'idéal européen est bien plus que le fait d'avoir ou non une Constitution* ». Il consiste « *à forger des relations plus fortes entre pays européens, à travailler ensemble, à mettre en commun nos ressources et à étendre le champ des opportunités communes* ».

L'EUROPE DES PROJETS : MARCHÉ INTERIEUR, EDUCATION, SOCIAL, IMMIGRATION ET ENERGIE

Partant de l'idée que formule Lena Kolarska-Bonbińska « *qu'une Union puissante est une Union qui se développe économiquement* », plusieurs auteurs reviennent sur ce qu'ils considèrent comme un des fondements de l'intégration européenne, à savoir l'accomplissement du marché intérieur et des quatre libertés de circulation (biens, capitaux, personnes et services). Paul Raudseps estime que, parallèlement à la rationalisation des procédures de décision, l'UE doit se concentrer sur le renforcement de ces quatre libertés. De même, Gintaras Steponavičius pense que l'achèvement du marché intérieur fait partie des objectifs consensuels sur lesquels il faut se focaliser. Jiří Dienstbier pousse le raisonnement plus loin en expliquant que, selon lui, **les positions conflictuelles sur la relation entre la compétitivité et la cohésion sociale dans une économie globalisée** sont temporaires. Celles-ci **seront « pacifiées par le retrait progressif de tous les obstacles aux avantages complets du plus large marché intérieur dans le monde »**. Il note, en particulier, sur la question de la libre circulation des personnes, que « *le Royaume Uni, l'Irlande et la Suède qui n'ont pas introduit de limites pour les travailleurs venant des nouveaux Etats membres ont pu constater qu'ils ne représentaient aucun danger* ».

L'éducation et la recherche sont des domaines prioritaires pour la majorité des contributeurs. Lore Listra y voit la clé pour que l'Europe s'oriente vers une unité tout en appréciant la diversité. « *On se souvient encore* », nous dit-elle, « *des cartes d'Europe dans les écoles européennes qui*

représentaient l'Europe sans la Finlande ni le nord de la Suède. La connaissance de l'histoire des différentes régions européennes, une ouverture des Européens eux-mêmes sur l'Europe sont des composantes importantes pour fortifier cette diversité ». Jiří Dienstbier attribue aussi un rôle fondamental à **l'investissement dans l'éducation, la recherche et l'innovation** qui, selon lui, peuvent « soutenir le développement durable, une variété culturelle riche, l'héritage culturel et naturel, la qualité de la vie, la solidarité et l'égalité des opportunités comme précondition à la satisfaction personnelle ». De la même façon, Miklos Szabó préconise la réalisation d'un véritable espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, au-delà des critères formels du processus de Bologne. Manja Klemenčič et Ioannis Kasoulides rappellent que la **cible de 3% du PNB** en dépenses de recherche et développement est loin d'être atteinte alors qu'elle reste le meilleur moyen pour favoriser la croissance économique et la création d'emplois mais aussi protéger le modèle social, l'environnement et la cohésion sociale.

Le **modèle social européen**, qui, comme nous l'avons vu, fait la fierté de tous, figure **parmi les objectifs prioritaires** de l'UE. En partant de la mobilité qui deviendra, d'après lui, le moteur économique et intellectuel de l'Europe, Miklos Szabó plaide pour qu'on se débarrasse de certains tabous notamment dans le domaine de la recherche d'emploi. Mais c'est probablement Carmel Attard qui va le plus loin puisqu'il est convaincu que, d'ici 2020, l'UE aura plus légiféré en matière de politique sociale. Il va jusqu'à préconiser la création d'un système de sécurité sociale commun, financé par une taxe européenne. Carmel Attard préconise aussi que l'UE réfléchisse à « *la fabrique sociale* » de l'intégration dont la fondation reste la famille. Il s'interroge : « *à quoi sert de générer de la richesse quand la société vit sous le stress pour atteindre un haut niveau de performance au détriment de la vie de famille* » ? On voit, cependant, que sur ces questions sociales, des divergences de taille existent puisque Gintaras Steponavičius se dit certain, de son côté, qu'il n'y aura « *aucune harmonisation des politiques sociales ou fiscales d'ici 2020* ».

Les réflexions sur le modèle social amènent des considérations sur le budget et sur la nécessité de réformer la **Politique Agricole Commune**. Une majorité de contributeurs pense qu'il est **nécessaire de réduire les fonds alloués à cette dernière afin de financer de nouvelles priorités**. Gintaras Steponavičius est sans doute le plus virulent puisque, selon lui, la PAC devrait être « *abolie ou réformée radicalement* ». Petr Pithart met, quant à lui, en garde contre les conséquences d'un démantèlement de la PAC en termes de préservation des paysages européens, qu'il considère comme un élément essentiel de l'identité européenne. La stratégie de Lisbonne est aussi fréquemment abordée lorsque sont évoquées les questions d'éducation ou du modèle social. La plupart sont critiques à la fois sur ses objectifs que certains considèrent irréalistes et sur ses résultats. Petr Pithart remet en cause la philosophie de la stratégie de Lisbonne en ces termes : « *l'important n'est pas de rattraper ou de dépasser. L'important est de cultiver ce qui compte pour les Européens* ».

La question de l'immigration est également souvent citée et développée en particulier par Lena Kolarska-Bonbińska et Ioannis Kasoulides. Tous deux soulignent la dimension juridique comme l'impact économique et social de cette politique. Pour la première, il s'agit pour l'Union « *d'élaborer une politique de migration commune, qui prendrait en compte aussi bien les questions démographiques que le marché du travail, l'éducation, la politique sociale et la sécurité* ».

Le deuxième souligne aussi l'importance de décider en commun dans le domaine de l'immigration et rappelle que « *l'immigration non seulement enrichit nos sociétés multiculturelles mais apporte aussi des réponses à nos problèmes pressants d'ordre économique et démographique* ».

Plusieurs auteurs abordent la question de la **politique énergétique** qui, selon les mots de Paul Raudseps, est un domaine où les intérêts des Etats membres peuvent se rejoindre. Tandis que Lena Kolarska-Bobińska et Gintaras Steponavičius mentionnent plutôt la **problématique de la sécurité et des ressources énergétiques**, Manja Klemenčič évoque la gestion délicate des relations avec le Moyen Orient, la Russie et l'Asie Centrale et la nécessité d'investir dans des **sources d'énergie alternatives** ainsi que dans des industries et des modes de vie qui permettent des économies d'énergie.

L'EUROPE DANS LE MONDE : POLITIQUE ETRANGERE ET SECURITE COMMUNE

Cela fait partie des grands points de convergence de ces contributions : tous les auteurs s'accordent à penser l'Union comme un futur acteur politique de premier ordre sur la scène mondiale plutôt qu'un simple marché commun. Si la solidarité est une valeur cruciale de l'UE, elle doit, selon Paul Raudseps, faire montre de cette solidarité au reste du monde.

Ce rôle déterminant se joue d'abord au travers de la politique de voisinage de l'UE. Lena Kolarska-Bobińska appelle à la mise en œuvre « *d'une politique de bon voisinage plus cohérente, assortie de propositions plus concrètes pour les pays qui doivent encore adhérer à l'Union* ». Elle recommande que soit créé un « *fonds européen de la démocratie* ». De même, Ioannis Kasoulides, partant de la difficulté de concilier les visions politiques d'un grand nombre d'Etats membres, préconise de donner plus de poids à la politique européenne de voisinage, en augmentant « *la capacité des pays voisins d'avoir des accords d'association adaptés à leurs besoins et à leur volonté politique, afin qu'ils puissent amener la coopération au niveau le plus élevé possible, s'ils le souhaitent* ». Cette démarche est, selon lui, « *proche du concept de partenariats privilégiés, qui pourraient être pertinents pour nos relations futures avec la Turquie, l'Ukraine ou même le Caucase* ». Manja Klemenčič est aussi d'avis que l'UE devrait « *développer des politiques adaptées aux régions pour gérer les relations avec ses voisins immédiats* », tels que la Russie, le Caucase, les Balkans occidentaux et le Moyen Orient. Ce que ne fait pas assez, d'après elle, la politique globale de voisinage actuelle.

A l'instar de Lena Kolarska-Bobińska, la plupart des auteurs pensent que la mise en place d'une Politique Etrangère et de Sécurité Commune est indispensable pour que l'UE joue un rôle essentiel et définisse sa présence dans un monde globalisé. Petr Pithart est du même avis mais rappelle que l'UE doit « *rester consciente que le processus sera lent et que cela ne marchera pas toujours* ». Pour lui, maintenir l'unanimité et donc se préparer pour d'autres échecs de cette politique est incontournable. Plusieurs auteurs pensent, cependant, que la création d'un Ministre des affaires étrangères amènerait plus de cohérence.

Lena Kolarska-Bobińska rappelle que la PESC est une question d'importance majeure pour les nouveaux Etats membres qui continuent de craindre pour leur sécurité et que la coopération avec les Etats-Unis pour la résolution des problèmes globaux est primordiale. De même, Jiri Dienstbier

insiste sur l'importance d'un partenariat « Euro Atlantique » pour la stabilité du monde. Toutefois il souligne le nécessaire équilibre entre Européens et Américains, et préconise une approche européenne des problèmes de terrorisme et des relations avec les Etats autoritaires qui ne soit pas fondée sur le recours à la force militaire. Selon lui, « *l'expérience de la dissolution des régimes de type soviétique après Helsinki en 1975 indique que le meilleur instrument est l'ouverture des sociétés fermées, le soutien aux activités civiques indépendantes et l'expansion des contacts économiques* ». La politique de sécurité commune doit, cependant, selon Carmel Attard, reposer sur des arrangements communs en matière de défense d'ici 2020. La Force de Réaction Rapide et la clause de solidarité proposées dans le traité constitutionnel vont dans le bon sens. Petr Pithart pense qu'une politique de sécurité commune appelle aussi la mise en place d'une police judiciaire, de magistrats instructeurs et d'un droit pénal européens. Il met en garde sur les effets d'un échec dans ce domaine : « *dès que l'UE commence à perdre sa bataille contre le crime organisé et le terrorisme, chacun, chacun partira de son côté, laissant l'UE s'affaiblir jusqu'à ce que sa mort s'ensuive* ».

Bon sens et utopie

Avec de telles mises en garde, on aurait envie de suivre Lore Listra, et son idée que les prédictions, si on y croit trop, risque d'influencer la réalité. Car ces voyages conceptuels de l'UE vers l'année 2020 sont remplis de beaux projets, qui relèvent autant de l'utopie que du bon sens, de pensées visionnaires que de propositions concrètes, d'enthousiasme optimiste que de réalisme rassurant. Espérons que, quel que soit l'aboutissement du chemin européen en 2020, l'intégration européenne ait à tout le moins trouvé cet équilibre, en s'installant dans le quotidien des citoyens tout en les faisant rêver de l'avenir.

Europe in 2020

Carmel Attard

The European integration project that started some years after the end of World War Two has come a long way in uniting the peoples of Europe into one big community and is unique in the way it handles its own affairs. This vision, as explained by the then French Foreign Minister, Robert Schuman in his declaration of 9 May 1950 has been the driving force behind the construction of Europe over the past five decades. Schuman, echoing the wishes and dreams of his contemporaries, foremost among them Jean Monnet, declared that "Europe will not be made all at once". Schuman's ultimate goal was a European federation that would develop gradually through experience and the sharing of sovereignty among the participating states.

Initially, the member states pooled sovereignty over the production and marketing of steel and coal. This evolved into their sharing sovereignty via the establishment of a single internal market complete with a single currency and the abolition of internal borders. This also helped in the creation of a single external border in terms of visas, customs duties and levies. Europeans and their leaders began to describe this process as one of "deepening and widening" resulting in further integration within the existing community of nations as well as within the European continent by accepting new member states inside the European Community.

Fifty-five years since the Schuman declaration, Europeans are still coming to terms with the adoption of even more federal features to the integration project. For instance, a number of EU member states are debating the ratification of a Constitution for Europe that would give the European Community its first elected President and its Foreign Affairs Minister. This Constitutional Treaty should be in force by 2020. Between now and then it may even have undergone amendments giving more power to the European Parliament and making more policy areas subject to qualified majority voting.

Although maintaining national identity and sovereignty very often acts as a brake on the EU as a federation, it has nevertheless prompted Europeans to be creative in how they go about forging a community of nations with federal characteristics without "offending" the national sentiments of its citizens. The system of equal rotation in chairing Council of Ministers meetings and in the choice of a reduced number of EU Commissioners as proposed by the Constitutional Treaty are just two examples of how the Community respects the sovereignty of states while at the same time taking on board more federal characteristics. The distribution of members of the European Parliament according to their nationality and the size of their respective member state, the adoption of official languages reflecting the cultural diversity of member states and the choice of national symbols on euro coins are indications of this respect towards the status that individual member states enjoy as sovereign states in the international arena, for example at the United Nations.

In a Community of 25 member states, which will hopefully increase to 27 by January 2007, respect for sovereignty while at the same time allowing for part of this sovereignty to be pooled is of the utmost importance, not only to some of the founding and early member states of the Community but especially so to those states that joined the European Union in May 2004. Most of these 'new' member states are still 'cherishing' their newly-acquired democracy and sovereignty 15 years after the end of the Warsaw Pact, which had kept them under the iron fist of the Soviet Union for more than 40 years. It is therefore imperative that the citizens of these new states do not end up seeing the Community as a threat to their 'survival' as a nation state.

Having said that, these 'new' States still feel the need to 'go federal' in those areas where they consider themselves weak. This is, after all, a feeling shared by all member states and it is one that provided the impetus for the development of the European integration project. It is precisely this line of thinking that should, in my view, lead the Community to adopt more federal approaches and solutions in the coming two decades. Whereas in the past, national sovereignty was seen as a sign of strength, the recent history of post-World War Two Europe and the world at large has exposed the weaknesses of sovereignty, especially in a globalised world.

One such weakness lies in the field of security and defence. Most of the current EU member states and all the prospective candidates (with the exception perhaps of Turkey) have very limited military capability. In combination with their ever-shrinking military budgets, this situation should lead the European Union to have its own defence arrangements by 2020. All EU states are facing a common threat – terrorism – and common problems, especially in military procurement. These common 'weaknesses' should pave the way for the creation of a defence force that would make member states stronger in their fight against terrorists and in the deployment of military forces and hardware. The Rapid Reaction Force and the solidarity clause in the Constitution for Europe are both along these lines.

I imagine that, by 2020, the European Union will have 35 member states with the accession of Croatia, Albania, the Former Yugoslav Republic of Macedonia, Serbia and Montenegro, Bosnia-Herzegovina, Turkey, Norway and Switzerland. The accession of Turkey should bring about drastic reforms in the current cohesion policy and budgetary provisions so as to ensure that the wealth of Europe is shared justly among the citizens of the 35 member states. While enlargement towards an EU of 35 member states would mean that the European continent would be united under one entity – the European Union, it would also mean tougher challenges for EU governance. The Constitution for Europe provides the basis for the EU to become more efficient and democratic in its decision-making process.

Very often the European Union is criticised for the emphasis it places on social solidarity. This is seen by some economists as hindering the Union from becoming more competitive by comparison with the models of other economic blocs. In my view, what is perceived by some as weakness is one of the strong points that makes the EU unique because solidarity and the EU social policy give a human face to economic development.

To further strengthen the European social model, the Union should, over the coming two decades, establish some kind of a common social security system to help and support workers and their families. This common social security system should also lead to the introduction of a European tax. As much as farmers receive no less than 43 per cent of the EU budget in the form of subsidies and financial help because their livelihood is vulnerable and fragile, it can also be argued that in today's world, the livelihood of millions of workers across Europe is facing huge challenges because of fierce competition from Asian markets. It is inconceivable that an economic bloc such as the EU, which generates billions of euros every year in wealth, still has some 20 million unemployed people. Although many barriers have been removed to facilitate the free movement of workers among the EU member states, most people still prefer to work in their own environment and community rather than leave their country and settle somewhere else in the EU. EU funding should address this issue by being used to offer incentives for investment in member states and their regions to help them reach full employment and make the Union the most competitive region in the world.

This brings me to another important issue - the future of the social fabric of European society. Given the trends that have been emerging in the past few years, such as the rise in broken marriages, cohabitation, children born out of wedlock and same-sex marriages, EU member states should spend more time reflecting on these phenomena, which, in my opinion, are undermining the very foundations of the EU. The current reflection period on the future of Europe should allow room for a debate on the changes that are affecting the EU's foundations and on the traditional family unit.

What is the point of generating wealth when society is living in highly stressful conditions to achieve a high level of performance and with the detrimental effect that that has on family life? The amendments to the Working Time Directive as well as the introduction of other directives on areas such as parental leave and maternity leave aim precisely to bridge the gap between family and professional life. However, more needs to be done in order to safeguard our families.

For instance, under the principle of subsidiarity, it is up to the individual member states to ensure that the country's workforce enjoys certain rights, such as 'flexi-time' at work and the provision of child-care centres. However, sometimes subsidiarity does not benefit the citizen due to the inefficiencies of public administrations. It is in these cases that the general public expect European solutions. A good number of complaints from the public include areas that fall under the jurisdiction of the member state because of subsidiarity. Therefore, by 2020, I expect the EU to legislate more in social policy areas that currently fall under the jurisdiction of member states.

With the adoption of a common currency and the fast and efficient spread of messages through the mass media, European consumers are now in a better position than ever to compare prices. The pressure that consumers are putting on their respective governments should lead to a situation where, by 2020, EU member states would have agreed on issues such as common registration taxation rates on vehicles and the provision of medical services

across Europe, allowing more freedom of choice to consumers as is proposed by the current draft proposal on the free movement of services.

I predict that, by 2020, the EU will be in a much better position when it comes to reaching out to citizens to inform them about the latest developments and involving them in the decision-making process. I come from a country where the debate on EU issues is kept alive by the government and its EU information centre, the political parties and civil society. Initiatives such as 'Communicating Europe, Plan D', as proposed by the European Commission, should lead to better-informed European citizens by 2020, resulting for instance in an increase in the number of people taking part in European elections. Information should empower EU citizens to take the initiative and participate in the implementation of the EU *acquis*. The EU provides a number of facilities, such as the European Commission complaints form and the European Ombudsman to mention just two. However, much depends on the role that national political parties and national parliaments play in the development of European policies to keep the debate on the EU relevant to citizens.

By 2020 the European integration project should make further concrete steps towards 'the federation of Europe' as set out 70 years earlier by Robert Schuman, leading the European Union to maturity and giving its citizens the protection they need in a globalised world.

What Europe by 2020?

Jiří Dienstbier

European integration has been a political project right from the beginning. Schuman, Monnet, de Gasperi, Adenauer, Spaak and others concluded that the most effective prevention of further bloody conflicts would be such economic interconnection as would make any attack on a neighbouring country impossible, thus replacing confrontation and hatred with co-operation and solidarity.

What has happened since has proved them right - war among member states of the present European Union is not inconceivable. Peace in Europe has become so self-evident that it is easily forgotten that it demanded great courage to overcome the desire of people from the victorious nations to take revenge, to cope with the broken spirits of the defeated nations??? and with the prejudices of centuries of European conflicts.

Nor do we emphasise enough that the European Union also promotes the spread of freedom. Before 1989, the appeal it held for nations under the rule of Soviet empire was so strong that Milan Kundera and many others believed that the Czechs, Poles and Hungarians were more devoted Europeans than their western neighbours. The prospect of joining the EU is a driving force for political and economic reforms in the countries for which it represents the hope of a life of freedom and prosperity.

Before 1989, the expansion of west European integration eastwards used to be tempered by concern about the possible Soviet threat. Today, bringing post-communist countries into the EU has, as Daniel Cohen remarked, "let the fear of globalisation enter the same centre of European debate". The symbols are immigrants, the 'Polish plumber' or the increase in the number of job possibilities for countries with lower cost labour forces.

Controversies generate pessimism about the EU and a feeling of crisis. But in the course of its 'crises', the EU has developed from its modest beginnings into the world's largest internal market and laid the foundations for political integration. Disputes just confirm that the progress of European integration is a democratic process in which any further step can be made only after all participants accept it. But, by making at least small concessions in the course of difficult negotiations on the European Union budget for 2007-2013, all member states proved that they have more to gain from the European project continuing than from it being paralysed due to their dogged defence of their own national interests.

The controversy over the European Constitution is just one of the stages of the process of integration. Arguments against the Constitution are based on domestic issues (dissatisfaction with their governments), on ideology (is the Constitution too 'socialist' or 'neo-liberal'?) or on uneasiness (fear of Turkey, of invasion of workers from new member states willing to work for lower wages, of the fact that the second generation of immigrants has not fully integrated as was confirmed by the murder of van Gogh, the suicidal terrorist attacks in the London underground or by the rioting in the suburbs of Paris).

As we can see, the Constitution is the latest issue. As an opponent of deeper political integration, the Czech President put it clearly - it is not a dispute about the Constitution but a clash of world views.

This ideological conflict has several levels. The most important one is the question of whether we want Europe as a mere free market area or as a political player.

In today's world some problems still have to be resolved at nation state level, but others can be solved only at the level of large-scale integration and some of them – such as terrorism, environment or the rules of the global economy– demand global governance. Even the largest European states cannot assert their interests individually on the world scene. Membership of the European Union strengthens the international standing of each member. Even the Chinese Foreign Minister said in Prague that Czech membership extends the possibilities of Chinese-Czech relations.

Irrespective of the fate of the European Constitution we need to create an institutional framework for the enlarged community, to search for the right balance of power between institutions, nation states and regions, to strengthen the checks provided by both European and national parliaments and to build the foundations of a common foreign and security policy.

State sovereignty can only be really promoted as an active and creative element of the European Union by channelling the experience of different countries into a joint EU policy. The inability of Europe to take a common position led to a chaotic approach to the Balkan wars. The different attitudes of governments to the Iraq war, not in line with the views of citizens, led to attempts to divide Europe into 'new' and 'old' and created tensions both between EU countries and in EU-US relations.

The EU-US transatlantic partnership is essential for world stability. But it can be sustainable only if there Europe is strong. The American opponents of the concept of the US's role as a

hyperpower have a clear understanding of that. However, Europe should not waste resources imitating the USA in terms of the number and technology of its weapons. Such expensive technology is inefficient in countering terrorism, which uses asymmetrical means such as suicide attacks. Moreover, the Iraq conflict confirms that neither human rights nor democracy can be successfully promoted via military force. Putting embargoes on and isolating authoritarian states are not effective either, as they hurt the population and bring no harm to the dictators. The experience with the dissolution of Soviet-type regimes after Helsinki 1975 indicates that the best instrument is to open closed societies, support independent civic activities and expand economic contacts. One of the triggers of the Velvet Revolution 1989 in Czechoslovakia was the visit of President Mitterrand and his breakfast with dissidents in December 1988.

One theme of Europe-wide debates is the relationship between global competitiveness and social cohesion.

Competition inside the European Union in these areas is temporary. It will be smoothed out by the gradual removal of all obstacles to the full advantages of the largest internal market in the world. We need to implement the founding values of European integration without hesitation and without any hypocrisy – the free movement of people, capital, goods and services. Britain, Ireland and Sweden, which did not introduce restrictions for workers from new member countries, found that this did not work to their detriment. To make more progress, we need investment in education, research and innovation, we need to support sustainable development and cultural diversity, to promote cultural and natural heritages, quality of life, solidarity and equal opportunities as the precondition for personal happiness. Europeans face global economic challenges from two sides - from a cheaper labour force in the developing world, especially in China and India, and from the US 'productivity dictatorship', which does not give employees even two weeks of holidays. The European tradition is summed up by Lionel Jospin: "Yes to market economy, no to market society". Thinking about 'the European dream', American Professor Jeremy Rifkin, also recommends building on the aforementioned social achievements rather than neglecting them and effectively expanding economics guaranteeing a better future.

The questions of identity and values also relate to the boundaries of Europe. The prospect of joining the EU provides support for stabilisation and democratic development in the Balkans. As we should not leave an isolated enclave in the middle of the Balkans, we have to give more support to Serbia and Montenegro, Bosnia and Herzegovina and Macedonia. The Turkish elites have wanted to be part of Europe since Kemal Ataturk. From a security point of view, it will be advantageous to have European boundaries in the Middle East than to have the Middle East as a neighbour of Greece and Bulgaria. Ukraine, with its 50 million inhabitants, and the states of the Caucasus are also interested in joining the EU.

Will such a large community be manageable? Those who understand integration as a mere free market do not care. Some would even accept Kazakhstan. But to build Europe as an important political player we should weigh up whether to enlarge the EU in the future and when to do so very carefully. The EU's political, economic and legal behaviour has to be anchored not only in the minds of political elites but also in the political culture of a country's people.

Given their historical experience, Europeans tend towards scepticism and pessimism. We Czechs tend to harbour permanent doubts too. We should therefore remind ourselves that optimism comes from will and that optimism is neither a consequence of a lack of information nor naiveté, but the strategy for success.

It is premature to say if Europe should be a federation, a confederation or what form its political institutions will choose. But as Arnold Toynbee once mentioned, the decline of the Roman Empire started when it only maintained its 'acquis communautaire'. "Evercloser Union" is therefore not only a project but a sine qua non of its success.

Vision d'une Europe

Jaan Kaplinski

L'Europe a plusieurs visages et plusieurs identités. Il y a une Europe pour les Français, une Europe pour les Polonais, une Europe pour les Estoniens, une Europe pour les Juifs, une Europe pour les Catholiques, une Europe pour les Protestants, une Europe pour les Musulmans. Mais paradoxalement, l'identité européenne est née et s'est établie malgré et à cause de ses différences et oppositions. Enfin, qu'est ce que l'Europe ? Géographiquement une péninsule de la grande Eurasie. L'Europe est une péninsule, à demi unie à son continent parent, à demi séparée de lui. Cela veut également dire que la péninsule européenne ne possède pas des frontières clairement dessinées, celles que nous connaissons sont purement conventionnelles. Cette absence de frontières a récemment animé une polémique intense, parfois même agressive. Nous nous demandons si la Turquie peut être ou devenir une nation européenne, ou bien est-elle condamnée à une altérité perpétuelle, sans appel. Mais il y en a d'autres dont l'européité est en question. Que faire avec l'Ukraine ? Avec la Russie ? Mais si la Turquie passe l'examen et est jugée acceptable, que-ce qu'on pourra répondre aux Marocains, Tunisiens, Algériens si eux aussi nous demandent de les admettre dans le club ?

Il me semble qu'il ne faut pas penser que l'Europe est seulement le continent européen et le sera toujours. Pour moi, l'Europe est plutôt un processus et nous ne devons pas penser que ce processus sera arrêté aux confins de ce que nous sommes habitués de considérer comme notre péninsule, notre part du monde. Il est bien possible et désirable qu'une union des nations, une confédération dont le noyau est l'Europe de nos jours englobe tout le monde. Il existe bien des possibilités de lier les nations et les régions. L'ascension d'une Europe plus unie, plus consciente de son identité et de ses moyens peut avoir une influence à l'intégration des autres continents et régions. Et une telle Europe pourra certainement contribuer au développement des Nations Unies en un instrument plus efficace de la politique internationale.

Cela veut simplement dire que l'intégration européenne est bien probablement seulement le début, un possible début d'un processus d'intégration mondiale. Dans ce processus les revers et les erreurs sont probablement inévitables, mais ne devraient pas l'arrêter pour longtemps. Comme notre continent n'a pas de confins, de frontières précises, nous ne savons tout simplement pas où nous pouvons nous arrêter.

Autrefois, l'Europe a déjà été confrontée au même problème et a trouvé une solution : elle a subjugué et transformé tout le monde. Dans la vision européenne du passé, il n'y avait pas de place pour l'Autre, l'altérité comme telle devrait disparaître. C'était une vision commune des

conquistadors, des missionnaires et des grands intellectuels du siècle des lumières. Mais l'altérité ne s'est pas soumise si facilement. Elle est revenue en force. C'était la pensée romantique, les idées de Rousseau, de Herder qui ont marqué le début d'une réorientation. Ces idées ont petit à petit conduit à la tolérance religieuse et culturelle, à la découverte de leur identité par les nations et peuples opprimés et humiliés par les conquérants et colonisateurs. Tout d'abord c'étaient les peuples européens jusque là ignorés et méprisés comme les Tchèques, les Slovaques, les Estoniens, les Lettons qui ont pris leur place parmi les nations et cultures établies. Plus tard, cette émancipation nationale a dépassé les limites de notre continent. A nos jours, ce sont les Kurdes, les Polynésiens, les Aymaras, les Inuits qui sont déterminés à suivre l'exemple des Tchèques et des Estoniens.

Le résultat de ce processus d'émancipation culturelle et ethnique est que non seulement l'Europe mais aussi le monde entier est devenu une mosaïque multiculturelle. Les gens ont souvent une identité multiple ou non-déterminée. L'Europe est devenue une Europe sans frontières précises culturellement comme géographiquement. Il existe des forces qui opposent une telle évolution. Ou bien elles veulent la renverser, resserrer l'Europe dans ses frontières, dans son identité judéo-chrétienne et grecque ou bien ils s'orientent vers une mondialisation à l'américaine.

On peut se demander s'il n'existe pas d'autres possibilités, d'autres choix. N'est-il possible de trouver un compromis entre la multiplication des identités, l'érosion des frontières et l'imposition d'une super-identité par le pouvoir des états ou du marché ? Il me semble que l'existence et l'histoire même de l'Europe nous indiquent qu'un tel compromis, l'unité dans pluralité, la pluralité dans l'unité est possible, qu'un tel avenir est possible. Il est possible de vivre dans un flux perpétuel, de se trouver une identité dans ce flux même, dans la construction, déconstruction et reconstruction permanente de cette identité. Une telle identité n'est pas nécessairement européenne. Mais il faut peut-être aller encore plus loin et dire qu'une identité européenne n'est pas nécessairement européenne ou pas seulement européenne. L'Europe n'est pas nécessairement, pas seulement l'Europe. L'Europe est Europe, mais l'Europe est également un autre, l'Europe peut se trouver, se retrouver dans son identité comme dans son altérité.

My vision of the EU in 2020

Ioannis Kasoulides

An observer standing at the beginning of the year 2006 may easily fall in the trap of being pessimistic about the future of the European Union. It is true that the preceding year, with its two rejections of the constitutional treaty by the electorates of founding member states and the difficult negotiations over the community budget for the next seven years, has been a year of crisis.

But crisis is the daily bread of the European construction! The two steps forward one step back dialectic has been the *modus operandi* over the last 50 years. Crisis is always a time of danger but it simultaneously provides an opportunity and challenge to move forward even stronger. In recent years the Union has been at work on three major building sites: Enlargement, the economy and the consolidation of the Euro, and treaty change. There have been successes and strong foundations laid in all fields, but work will continue well into the next decade and will certainly still occupy our agenda in 2020.

ENLARGEMENT

The reunification of the continent has been a tremendous achievement of the Union and the last two years have shown that despite the difficult parameters in the Treaty of Nice, the EU of 25 works and works well. In fact Enlargement, and the political and socio-economic transformation of neighbouring countries before (and after) joining, is in my view the ultimate success of the EU. And here I do not only refer to the Central and Eastern European states but also to older members such as Spain and Greece. Indeed the logic of Enlargement is unstoppable. Once a stable, democratic and prosperous area is established, it is natural for both those inside and outside to wish to continually extend it to cover more neighbours and reap more common benefits.

However, there is a growing tendency in the Union (amongst governments and peoples alike) for the need to have certain limits fixed to this relentless logic. The main reasons are not so much geographic, nor cultural, or even religious. The reason is firstly the Union's 'capacity to absorb', both in terms of the workability and functioning of its institutions and decision-making processes but crucially in terms of finances too. The second reason concerns the widening *vs* deepening debate, or to put it more crudely the quantity *vs* quality of integration.

Arguably it would be very complicated to pursue further political integration with an EU of 35 members, not so much due to problems of speed, but direction. It has often been written that

a multi-speed Europe is not a barrier because it already exists (participation in the Euro and Schengen areas are examples). The problem arises not because of variable speeds but rather because of members' variable visions of the final destination. Trying to achieve ever closer union with even more states and, in particular, large and powerful regional players, is nearly impossible as the identity change and convergence of political visions needed cannot take place in the short or medium term.

It is in this sense therefore that I foresee and support a significant increase in the importance of the European Neighbourhood Policy, and the ability of neighbouring states to have enhanced association agreements that are customised to their needs and political will, so that they can take cooperation to as high a level as possible, if they so desire. This brings us close to the concept of privileged partnerships, which may be particularly relevant to our future relations with Turkey, Ukraine or even the Caucasus for instance.

TURKEY

I was amongst those who did not oppose the beginning of accession negotiations for Turkey. In fact, if there are two countries in the EU in whose strict national interest it is to have Turkey as a full member state, those are Greece and Cyprus. For a Europeanised, democratic and reformed Turkey will inevitably lead to the solution of national questions with neighbouring member states, as well as boost the stability and economy of the whole Eastern Mediterranean. Turkey's candidature naturally offers advantages to the Union as a whole too, whether these stem from its high growth rates and young workforce, the symbolism of having a Muslim country in the EU or the added value it brings with its strategic and military position. Yet the obstacles on the road are daunting: the questions of democracy and the role of the military, the treatment of minorities, the Armenian issue, the occupation of Cyprus, but also the huge size of Turkey and the subsequent impact that would have on the EU.

In this light I fear that, faced with a difficult period of negotiations and radical reforms to its national system and institutions, coupled with the scepticism of some EU governments and peoples to back its candidature, Turkey itself may eventually give up on the idea. Though this is something I personally do not wish for, a privileged relationship like that supported by some countries today, may be a halfway solution in as much as it would allow both the EU and Turkey to make the most of the advantages without many of the risks.

CONSTITUTION

Despite the constitutional project being temporarily frozen during this current period of reflexion, there remain several positive factors. Firstly, we have a text that has been elaborated by a body with much more legitimacy than an intergovernmental conference (IGC) and agreed and signed by 25 governments. Secondly, it has been ratified by a majority of them, including two by referendum, and thirdly, the necessity of most of the institutional

changes proposed is acknowledged by all concerned. Whether some parts of the treaty will be implemented by a future IGC, or a modified text will be agreed upon and resubmitted, or the current ratification process will continue at a later stage, remains to be seen.

What is essential is that the basis for future reform is there, and is unlikely to change. In trying to envisage how I would like Europe to function in 2020, the main elements of the constitutional treaty point the way: more power to European citizens through strengthening the competences of the European Parliament, with co-decision becoming the normal way of legislating, and through increased involvement of national parliaments, amongst others; a more important political voice for Europe internationally with a foreign minister and a diplomatic service.

It is also very likely that by 2020 we may have more than one treaty change. Though the next treaty is likely to be a comprehensive one in terms of clarifying procedures and facilitating decision making, the new rules and policies may well need another revision before 2020. The one constant in our globalising world is change, and the EU should be able to continually adapt itself in order to defend its global interests. But for further treaty changes to be fully supported by all European peoples, we require and should strive for two dynamics: Ownership and Results.

The former will only be brought about by better communication and dialogue with citizens. An upgraded role for national parliaments in the EU process will be useful, but most important of all is for member state governments to own up and be frank about what goes on and what is decided in Brussels. The establishment of Europe-wide mass media, and an effort by local media to look beyond national micro-politics is critical if European citizens are to understand the value of the EU and become familiar with it on a daily basis, and not just during summits or elections.

ECONOMY

Results on the other hand must essentially come in terms of economic and social dividends. This ties in directly with the improvement of the EU's economic performances and the creation of new jobs. Our current efforts in this domain, the Lisbon Strategy, has largely remained on paper so far, but it does provide the framework for governments to implement measures that will shift the economy from manufacturing and traditional production into a knowledge-based and service-oriented economy. It includes many measures that are absolutely necessary but which national governments might not have the political courage to implement on their own, without peer pressure. Spending 3% of GDP on research and development, for instance, will be a serious sacrifice for many member states, but one which will go far in creating more jobs and sustainability. Investing in innovation and technological advances with the establishment

of a European Institute of Technology (a larger and decentralised EU version of the MIT), is another such initiative.

The global challenges that we face today and which will inevitably intensify in the future, such as migration pressures from outside Europe, the ageing of the European populations and the rise of India, China and Brazil, among others, as global economic players, make cooperation and concrete action in the economic domain even more urgent. The 'open method of coordination' used in the Lisbon process needs to be extended to other policy domains that are currently outside the community decision making. Moreover, decisions in the area of immigration, both from a judicial and an economic perspective, must be common. Not only can immigration further enrich our multicultural societies, it will also provide answers to our pressing economic and demographic problems.

CONCLUSION

Current features of the international context, such as global terrorism, the self-fulfilling prophecy of the clash of civilisations and the relative divergence in US-EU foreign policy methods, also make the case for more, not less, Europe. But we cannot have more Europe with less money. New member states, both current and future, must be in a position to benefit significantly from cohesion funds in order to consolidate enlargement and cement its success.

Coming from a small member state, the prospect of more Europe is not a threat but on the contrary a safeguard of sovereignty and a more effective means to defend national interests. Though as a European I wholeheartedly support deeper political integration, as a Cypriot I would like to see the deepening and widening reconciled so that Turkey remains as anchored to the EU as possible.

Next year we will celebrate 50 years of the Treaty of Rome. What has been achieved since, common borders, common justice, and a common currency, is remarkable if not miraculous. But the EU is still very young, and 50 years is just a drop in the ocean of European history.

Brussels, March 2006

Europe – the real ‘last great hope’?

Manja Klemenčič

Europe is sometimes dismissed as a sick old man. It is often thought to suffer in comparison with the more dynamic societies of East Asia and North America. We often hear that its economic model is moribund and needs overhaul towards a more Atlanticist liberal direction. Its ‘soft’ foreign policy is likewise often dismissed as outdated and inadequate in the ‘age of terror’. Many within Europe have come to accept these criticisms as true. If the European model is seen as tottering from such feelings of inadequacy, the latest plebiscite results in Netherlands and France can be seen as yet another powerful blow, perhaps even a death blow, a so-called ‘political tsunami’ or a ‘political disaster’.

It is time to shake off these misgivings and feelings of inadequacy. It is time to remind ourselves that superficial comparisons based on statistics of GDP growth are at best inconclusive and conceal serious social dislocations that we are not and should not be willing to pay in Europe. It is time to remind ourselves that in a world that seems to be increasingly in the grip of simplistic ideologies, that sees a resurgence of militarism, jingoism and religious fanaticism (trends that unfortunately are also visible in the US), Europe has no reason to feel weak, apathetic and irresolute. Why not think of ourselves rather as a bastion of antimilitarism, tolerance and moderation?

Neoliberal critics of the European social model often succeed in presenting themselves as dynamic visionaries and their opponents as reactionaries. This strikes me as getting things the wrong way around. We have enough examples in the world of neoliberalism to witness its side effects in terms of social disequilibrium, crime rates and unequal access to education. By contrast, Europe at its best offers humanity a different vision. Even if it has its problems, this vision works and produces gentler, safer, and more socially equitable societies. The defenders of this European model are the true visionaries.

The European model can perhaps be seen at its best in the Nordic countries which combine dynamic economies with social welfare and protection of the environment through their emphasis on education and research, and a highly-skilled, flexible and independent-minded work-force. The Nordic countries have produced societies that stand comparison with any other region of the world.

A model of development that places emphasis on education, on social and environmental awareness, and on responsibility is also important for non-economic reasons. True democracy is only possible in societies where electorates are well educated, cultured and in which the disparities between rich and poor are not vast. Only such societies are immune to populist jingoism and religious fanaticism. Only in there are elections more than simply choosing which faction of the economic elite gets to rule the country for the next few years.

These reminders should give us Europeans confidence in our model of society. True confidence is, however, not the same as complacent self-glorification. A truly confident person does not need constantly to tell others how great he or she is. Particularly in dealing with its immediate neighbours, Russia and the Middle East, Europe needs to be alive to the fact that it is often perceived, and not entirely without reason, as patronising. Even our talk of human rights and democracy is often seen as a thinly veiled cultural imperialism. We need to think hard about how to stay true to our values and at the same time not adopt the patronising ideas of a 'mission civilisatrice' or 'white man's burden'. The results of the invasion of Iraq should remind us that easy and populist rhetoric about spreading democracy can make life worse for millions of people and can have unforeseen and disastrous consequences even for our own security. We cannot and should not force any other country to adopt our values, but we can and should expect them to respect our values.

I also do not share the pessimism that gripped many Euroenthusiasts after the referendums in France and Holland. The European ideal is much more than about having or not having a Constitution. Many individual European states do not have constitutions, and if the electorates do not want a constitution then so be it. The European ideal is about forging stronger relationships between European countries. It is about working together, pooling our resources and expanding common opportunities. Once cooperation works and once its benefits become obvious to individual citizens, then their engagement in, and identification with, Europe will increase. We need to show that Europe works and that Europe is a practical necessity, not an abstract and elitist political plan.

Given the present discords among (and even within) the member states on the questions of the EU, little constructive planning as to the further constitutionalisation of the EU can be achieved. In fact, pushing a grand political plan forward before the new member states get fully socialised and some working balance has been regained might do more harm than good to the progress of European integration. For the next decade or so, the European Union should direct its efforts into developing policies and instruments of direct relevance to the citizens where benefits are tangible and directly attributable to the common European efforts.

For example, European mobility programmes for students and researchers certainly are but one of such instruments that have worked extremely well in the past and that make it possible

for generations of young Europeans to benefit from opportunities to study or conduct research in other European countries. Programmes supporting and regulating organic farming are not only important from the environmental point of view, but will be immensely appreciated by the increasingly health conscious European consumers. A European drivers' licence which is just on the agenda at this very moment is a concrete and visible instrument of European cooperation. Policies regulating the 'roaming' charges for the mobile phone users when travelling could stop consumers being ripped off by the lack of regulation in this regard. This is just to name a few examples from a vast range of possibilities of tangible benefits the EU has been and can continue to deliver to improve the lives of European citizens.

Apart from focus on such practical deliverables within every area of European cooperation, I believe there are four areas that Europe needs to focus on particularly in the next 15 years. One is boosting investments into European education, science and research and European cooperation in these areas. Reaching the target of 3% of GDP spending in research and development is politically acknowledged as an important target for the knowledge economy we live in today, but as of now far from being realised across Europe and in EU's own financial perspective. If Europe wishes to protect its distinct social welfare model, maintain environmental protection, and advance social cohesion across Europe while enhancing economic growth and employment, the key viable option for Europe lies in boosting its education sectors at all levels and investing in research and development.

The second focus should be on energy provisions to support our life-styles and our economy in the coming 15 years and beyond. Finding solutions will involve both managing sensitive relationships with the Middle East, Russia and Central Asia, and investing in alternative sources of energy and energy-friendly industries and life-styles. Third and related to the previous, Europe needs to develop region-tailored policies for managing relationships with its immediate neighbours. The current 'all-encompassing' neighbourhood policy does not sufficiently take into account the particularities of the 'special relationships' Europe should develop in a tailor-made manner with Russia, Caucasia, Western Balkans, and the Middle East. Finally, ICTs will in the coming 15 years surely penetrate into every aspect of our daily lives. Unless appropriate measures are taken, new imbalances will be created in our societies between those that are 'on-line' and know how to utilise the vast informational, educational, commercial, e-government opportunities and those for whom these opportunities do not exist. It will be crucial for the European Union to work on policies which will bring easy access to internet into every household in Europe and give training in how to use it effectively, i.e. gather, organise, evaluate, analyse and deploy information obtained through internet.

Having a more practical vision of Europe, rather than having grand plans and visions, is what is most needed at the present. This also means that in our discussion of further enlargement we might need to emphasise the question of practicality and postpone, without necessarily

abandoning, more utopian projects of ongoing enlargement. We should of course not shut the door to anyone. We should emphasise, cherish and cultivate our ongoing cooperation with all countries that are at the gates of the European Union. If they wish to be considered for membership, we owe it to them to consider this very carefully, but we also owe it to ourselves to in invite them into an entity that functions well.

In order to be able to realise these strategic objectives, financial means will be necessary. It is therefore important that the European member states as soon as possible agree on the future financing of the EU. Indeed, after the difficult negotiation exercise on the new financial perspective, no one is really eager or courageous enough to start this debate. I would hope that one of the upcoming presidencies to the EU will start the process without any illusions that there will be a quick or easy solution. But the question of financing is far too important for the European project to postpone it for too long. It is important for dealing achieving the objectives in education, research, energy and information society stated above. It is also important if we wish to proceed with further enlargement, as we need to be clear on how we will be paying for it. For Europe to work in the future, the debate on the future financing of the Union needs to be taken aboard without any further due.

The practical benefits of the EU have often been eclipsed in the debate by abstract political visions that are often seen, rightly or wrongly, as being imposed from above. We have a duty to show European citizens that the EU makes a difference to their lives; that it opens opportunities and brings benefits. Once this is done then I have confidence enough in the citizens of Europe that they will, as they are already doing, commit to an ever closer, and eventually perhaps larger, Europe.

What developments should take place in the EU by 2020?

Lena Kolarska- Bobińska

L'Union Européenne s'était donné pour mission d'assurer la paix sur son continent, surtout à la suite des atrocités de la seconde guerre mondiale. De nos jours, la question de la paix a moins d'importance et les enjeux ont changé. L'Union Européenne a vu disparaître son ancienne raison d'être sans s'en donner d'autres. Bien plus, les attentes et les craintes des Européens ont bien changé. Face à ces nouvelles demandes, l'Union Européenne se doit de modifier ses objectifs, ses institutions et ses modalités d'action.

1. Pour les nouveaux membres, il est important que l'Union soit puissante, efficace et solidaire. Atteindre ces objectifs ne sera possible qu'à condition de définir une nouvelle mission et de nouveaux buts face aux enjeux du XXI^e siècle. La définition de ces nouveaux enjeux lui permettra de conserver son identité et sera le phare qui guidera les actions de ses institutions. Cette redéfinition de son rôle est indispensable aux citoyens qui se posent de plus en plus de questions sur son rôle. Les nouveaux objectifs de l'Union se devront d'assurer la sécurité des Européens, de promouvoir la démocratie et l'état de droit du continent et chez ses plus proches voisins.

2. L'Union doit préciser son approche systémique en vue du but final. Il est donc important d'approuver le traité constitutionnel ou d'un document proche de celui-ci, lequel constituera la „charpente” et, grâce à des objectifs clairement définis, empêchera l'Union Européenne de dériver.

3. Une Union puissante est une Union qui se développe économiquement. Il est donc nécessaire de poursuivre la libéralisation du marché intercommunautaire et de renforcer la liberté de concurrence et d'innovation. Cet objectif pourrait être appuyé par une réforme radicale de la Politique Agricole Commune en redistribuant les fonds communautaires aux régions rurales.

4. L'Union Européenne doit, pour jouer un rôle essentiel dans le monde, définir son rôle et sa présence dans un monde globalisé. Il importe donc de mettre sur pied une Politique Étrangère et de Sécurité Commune. C'est une question d'importance majeure pour les nouveaux membres de l'Union qui se font encore du souci pour leur sécurité. La coopération avec les États Unis pour la résolution des problèmes globaux sera primordiale.

5. Un élargissement continu de l'Union Européenne favorisera la sécurité et la promotion de la démocratie dans le monde. Cela concerne surtout la Turquie et l'Ukraine. Ce sont non seulement les voisins clés de l'Union Européenne mais aussi des têtes de ponts vers d'autres pays sur d'autres continents. Il conviendra également de prévoir une politique de bon voisinage plus cohérente, assortie de propositions plus concrètes pour les pays qui doivent encore adhérer à l'Union. A l'heure actuelle, s'il existe plusieurs documents généraux, ils ne sont pas cohérents et surtout inappliqués. Il importe aussi de créer rapidement un fonds de promotion de la démocratie (European Democracy Fund).

6. L'Union a besoin d'une plus grande efficacité d'action, plus particulièrement de flexibilité et de réactivité. Les problèmes qui apparaissent aujourd'hui devront être résolus en élaborant des politiques et des outils susceptibles d'intervenir simultanément et mis en oeuvre par des directorats travaillant en synergie. Ceci concerne les questions démographiques, la sécurité énergétique, la migration et les sécurités interne et externe. Pour ces raisons, l'Union devra par exemple élaborer une politique de migration commune, qui prendrait en compte aussi bien les questions démographiques que le marché du travail, l'éducation, la politique sociale et la sécurité.

L'Union devra participer à plusieurs processus mondiaux. Pour ce faire, elle doit non seulement introduire d'autres réformes économiques et politiques. Une intégration continue des nouveaux et anciens membres, une connaissance mutuelle et la résorption des craintes est aussi de la plus grande importance. Cela impose la création d'une politique informationnelle efficace interne à l'Union Européenne.

L'Europe, vingt ans après

Lore Listra

Les prédictions, c'est toujours dangereux : en y croyant trop, on risque d'influencer, sans vraiment le vouloir, le futur dans le sens du prédict. Voici peut-être la raison pour laquelle les idées sur l'avenir de l'Europe dans la presse sont le plus souvent positives sinon hyper optimistes. Et tout cela malgré le fait que ce que nous connaissons de l'introduction des sciences économiques : nous vivons et agissons dans des conditions de ressources restreintes.

La croissance économique constante seule ne pourra pas garantir le bien-être des européens. A côté de l'économie, peut-être au-dessous ou bien autour d'elle, il y a la culture dans le sens le plus direct du mot : la façon de s'exprimer, de gérer, s'inquiéter et de jouir, de manger, d'ignorer ; de se souvenir ou, au contraire, d'oublier.

L'Europe est imbuée de culture, de cultures différentes. Cette diversité est un des grands avantages de l'Europe. Dans la biologie, la diversité dans un écosystème est le garant de sa viabilité : plus les espèces sont nombreuses au sein de ce système, plus il y a la chance qu'en cas d'accident quelconque, certaines survivront. Plus la diversité est grande, plus le système est fort. Ceci est valable également pour la culture.

La façon d'écrire son adresse ou de boire son verre, aménager son hôtel ou cuire son pain fait partie de cette diversité à respecter et à protéger. L'existence d'un conflit entre les intérêts de l'industrie et de la culture y est évidente. L'Europe devra s'orienter vers une unité tout en appréciant la diversité. Au lieu de s'assembler tout simplement sous la marque *Made in EU* il faudrait soutenir et encourager la connaissance de cette diversité culturelle.

On se souvient encore des cartes d'Europe dans les écoles européennes qui représentaient l'Europe sans la Finlande ni le Nord de la Suède. La connaissance de l'histoire des différentes régions européennes, une ouverture des européens eux-mêmes sur l'Europe sont des composantes importantes pour fortifier cette diversité.

Les valeurs dites « européennes », entre autres la solidarité, ne sont sûrement pas une marchandise saisonnière (à s'en souvenir en écrivant une application ou en discutant le budget). La solidarité, ce n'est pas simplement l'acte de donner, de (re)distribuer. C'est aussi celui de comprendre et de respecter.

L'importance du fait de se sentir participer dans la construction européenne, de se sentir être respecté et écouté ne pourra pas être surestimée. En réalité, l'Europe ne se compose pas des pays nouveaux et des pays anciens. Les histoires et les cultures de tous ces pays sont tellement amalgamées au cours du temps qu'il serait impossible d'en séparer une sans déformer le tout.

Et l'Europe dans vingt ans ? Dans cette Europe, tous ce qui a été dit ci-dessus sera le composant naturel des idées formant le quotidien européen.

What developments should take place in the EU by 2020?

Petr Pithart

I. DECISION-MAKING AND THE PACE OF CHANGES

Over the next 15 years, Europe should be changing more slowly than it has during the past 15 years. Between 1989 and 2005, the EU deepened its integration, introduced the Euro as its common currency, and accepted 13 new members in two enlargements. In the dash, Brussels runners did not realize they were breaking away from the popular peloton. Sometimes it's better to pause to debate and even argue than risk a conflict that could throw Europe back to where it was before the Maastricht Treaty.

While trying to reduce the democratic deficit, mindful that it cannot be entirely eliminated, we should always check with Europeans to see what they want and can decide by themselves, whether directly through referendums or via national parliaments. What issues of immediate consequence for their lives do they understand well enough to make a decision, and what decisions are best left to EU institutions?

Europeans will probably not be interested in making decisions about EU institutions and their internal decision-making procedures and rules, because they do not and will not be directly exposed to them. If they want to be asked about anything, then probably about their willingness or unwillingness to show solidarity: whom should they show solidarity toward, why, and how much it is going to cost. In other words, they want to be asked about the redistribution of wealth they have generated.

Decisions to transfer powers from member states to EU bodies are best left to the European Parliament and national parliaments.

II. EU ENLARGEMENT

I will submit that decisions about any future EU enlargements are the easiest to understand, while having the most significant consequences for everyone, and should therefore be as democratic as possible. Yet, no one asked citizens of member states about the last round of enlargement that involved 10 candidate countries. First they heard of a "regatta," then three countries, then five...

A democratically approved enlargement could extend the Union even beyond what is currently called, with a certain degree of ambiguity, "the Europe of values." We must even be prepared that peace and security in the Union may at some point have to take preference over homogeneity of values, but we may not compromise on membership criteria or give anyone binding promises. It may sound like a paradox, but had the Union ever rejected a candidate country or delayed its accession, we would now find it a reassuring proof that the Union is capable of reversing wrong decisions.

Before any future enlargement, we must first make sure that institutional and decision-making structures are ready. Only then can we decide – as democratically as possible, perhaps through referendums – whether citizens of member states wish to proceed with such an enlargement. We need to determine whether they are willing to accept, perhaps for the sake of stability and peace that net contributors will have to contribute more, while some net beneficiaries will receive less or perhaps even become net contributors.

III. SOLIDARITY AND THE DEGREE OF REDISTRIBUTION

The line that divides net contributors from net beneficiaries seems to be critical and decisive. After all, solidarity is the willingness to give or forego, not to receive. In this sense, the fate of the Union will be contingent on the willingness of the more affluent member states to show solidarity.

When it comes to decisions about redistribution or now the "financial perspective," the European Parliament should be given more weight than member states, because there is always a parliamentary election in one member state or another to make those decisions difficult. The European Parliament needs more clout. If it becomes clear that the EP will decide how much money one pays and another receives, more people will participate in European elections.

Although I will shy away from speaking of enemies, such solidarity can hardly be conceived without a clear source of threat. Europe will become aware of itself and its particular interests only if it can define itself in relation to the rest of the world, without necessarily defining itself in opposition to a particular enemy.

Once such a threat materializes, we must continue insisting on European values and the European way of life. We should not try to compete with the economic productivity of countries such as China and even the US, whose way of life and priorities we do not want and are not in a position to embrace. The goals of the Lisbon strategy were not acceptable. The point is not to "catch up and exceed." The point is to cultivate what matters to us as Europeans. What do I think that is or should be? Culture and education that nurtures rather

than only passes on information or produces experts; care for the disadvantaged through a reasonable welfare state; the individuality of nations and regions; the cultivation of the European landscape – as the Common Agricultural Policy is being dismantled, we need to consider our landscape an important part of European identity.

IV. COMMON FOREIGN AND SECURITY POLICY

That is, among others, why we need to have a common foreign and security policy. The Union should spare no effort in pursuing a common foreign policy while remaining aware that it will be a slow process and it will not always work out. We have to brace ourselves for failures. It's never an all-or-nothing game. Still, it has to be unanimous.

Nor should the Union spare any effort in pursuing a common security policy, covering police, prosecutors, the judiciary, criminal law, migration, and asylum law. In these areas, however, we cannot require unanimity. As soon as the EU starts losing its battle with organized crime and terrorism, everyone will go off on their own, leaving the EU to water down to its eventual demise.

V. COMMUNICATION CHALLENGES

The language used by EU institutions and officials and taken over by mass media unnecessarily alienates the EU from the people. Every jargon serves only the initiated. Hundreds of acronyms that no one cares to explain, names of Treaties based on where they were concluded mean nothing to most people. All that makes people feel that they do not matter and should keep to themselves. Such an attitude of exclusivity comes across as arrogance.

We also need to bear in mind that some words have different meanings across Europe. In some places, they are liked; in others, they are not. The Treaty establishing a constitution for Europe has mostly been called a "Constitution," though in many linguistic contexts a constitution relates only to a country. Similarly, the word "federation" is understood differently in Central and Eastern Europe, namely as a notorious failure to deal with national issues, while nations are viewed in ethnic rather than political terms. After all, the term "nation state" means different things in different historical and semantic contexts.

The language of the Treaty establishing a constitution for Europe was unacceptable. Some passages were pompous, other bureaucratically dry, while the Preamble gush arrogant French rationalism and Euro-centrism. EU bodies have to work with better writers who can not only accurately render key EU texts in national languages but do so in an appealing voice.

A Europe of Law

Pauls Raudseps

In the summer of 2004 my family and I made a pilgrimage to what might well be called one of the great pan-European celebrations of national sentiment – the European football championship. That summer the event took place in Portugal and the Latvian national team, having stunned the Turkish team both in Riga and Istanbul, had qualified for the tournament. It was, quite possibly, a once in a lifetime event for a country never known as a football powerhouse, and we had to be there.

It was a trip made under the sign of European integration. Only a few months before Latvia had become a full member of the European Union, and this was our chance to get to know our Western partners. We took a ferry from Riga to Lübeck, then drove south through Germany, down the Rhone valley to Provence, then along the Mediterranean coast to Barcelona and across Spain to Portugal. Having spent a week watching the football matches, we made our way back, sticking closer to the Atlantic – through Galicia, the Basque country, Bordeaux, the Loire valley, Luxembourg and finally to Lübeck for a quiet ferry ride back to Latvia.

It was a wonderful trip and we were glad to see that many of the people we met were happy and curious to talk to these tourists from one of the new member states. Yet one of the enduring impressions of the trip were the signs, both large and small, that far from being integrated in some larger European identity, many parts of the continent have yet to embrace even the nation-states of which they are a part. You could see that in the poem written in Provençal hanging on the wall of an inn not far from Avignon; on a road sign on the Spanish-Portuguese border, where the word “España” had been painted over and a rough-edged “Galicia” sprayed onto the sign’s blue background and ring of golden stars; in the Basque country, where a massive security operation accompanied the arrival of a minister from Madrid to Vitoria-Gasteiz and the police stations in the small villages in the Pyrenees are protected by high barbed-wire fences; in eastern Belgium, where “Lüttich” is sprayed over the name Liège on road signs; and in Münster, where a loud celebration broke out in the center of town when Portugal beat England in the quarterfinals of the championship we had left behind a week ago, half-a-continent away.

These were curious things to see for someone from a country which is often perceived by outsiders as being racked by ethnic tension, but where one is hard-pressed to find so many outward signs of it as I saw on my trip through the West. Yet, in a surprising way, it was

precisely these observations that strengthened and deepened my conviction of the vital importance of the European project, if it is understood in the right way.

Of late one often hears the proposition that the original purpose of the European project – to prevent conflict in our continent – has lost its salience and that Europe must search for some new idea to give it meaning and relevance in the twenty-first century. Not infrequently it is suggested that this new project must be the construction of some rather vaguely defined political entity that will make the European Union a major player on the global stage, comparable to the United States of America. Yet, while this goal may have a certain appeal to some national elites within Europe, I would argue that it is at best a distraction and at worst a hindrance to the real work of Europe, which is still and will be for the foreseeable future the prevention of conflicts within our continent, not the projection of force outside of it.

Ethnic groups with a sense of discrete identity are not about to disappear – if the Romans could not assimilate the Basques two thousand years ago, then none of the modern European nationalities with firmly entrenched educational systems will lose their sense of self in the coming hundreds of years. The presence of large, socially isolated Muslim populations in a number of European countries only compounds the problem of creating a real sense of common European identity that would be the main locus of its citizens' loyalty. Nor are nation-states about to give up the core ability to defend their national security. Under what circumstances can we imagine Great Britain or France ceding control of their nuclear arsenals to some pan-European institution? The elements of communal tension I noted on my trip are perhaps not the most important hindrances to European integration, yet they do highlight the continued fragmentation of identities in Europe, the lack of a common polity which is a precondition for a strong state, and, most importantly, the almost elemental nature of communal identity and friction as a feature of the human condition.

Yet, if there is no over-arching emotional sense of common European identity, I would argue that all the countries in the EU and the vast majority of their citizenries do share a commitment to the same political values, among which I would single out the rule of law as the most important for the European project. It is the rule of law which protects the peace, regulates the conflicts inherent in human societies, and creates the framework both for the enjoyment of human rights and the growth of prosperity. It is ideal of the rule of law which, inherited from the Romans, has for over two thousand years been at the basis of European civilization. Any state that is willing to enter into such a "social contract" with other like-minded states, ceding part of its freedom/sovereignty in exchange for the stability and security of being part of a mechanism that resolves conflicts peacefully and with an eye to the common good, is "European" in the sense that matters most – in its adherence to a set of political values.

The European Union must be open to all states that accept these values. As a matter of principle this is so, because these values are the only measures by which a state can be objectively judged to belong to Europe and because using them as a reference point disposes of any kind of Christian chauvinism, prejudice or racism in the decisions on EU membership, bringing the debates on expansion into line with Europe's claims to be a champion of human rights. But the arguments are equally strong when looked at pragmatically, because the attraction of belonging to the European Union and the concrete steps necessary to bring these political and legal values to life in the states neighboring the EU is a powerful force for stability, enhancing the security of the member states even as it helps neighboring states in their struggle to modernize. No state can be forced to take these steps, but it is my hope that by 2020 the Balkan countries will have joined the Union, Turkey, if it is not already in, will be on the verge of joining, and Ukraine and Moldova will be in the process of negotiation. The decision-making procedures for the Union will have been streamlined, but the focus of the Union's policies will be to deepen and strengthen the four freedoms – of movement of goods, capital, services and people. European states will cooperate closely in implementing policies in areas where their interests coincide, perhaps, say, in the field of energy policy, and will exhibit solidarity vis-à-vis the rest of the world if the vital interests of a member state are involved, but will not waste time trying to develop common policies in every field of endeavor if the pursuit by one member state of its interests does not do active harm to another member state. In short, while falling short of a grand vision of a United States of Europe, the EU in fifteen years will hopefully have looked in the mirror and recognized what it in fact is: a collection of states that agree to regulate their relations by negotiations and compromise within a framework of law. This is a model that Europe can proudly present to the world.

Vision of Europe. The EU in 2020.

What developments should take place in the EU by 2020 ?

Gintaras Steponavičius

What the European Union will look like in 2020 is unclear. This is mainly because we are in the process of discussing what kind of EU we want and are ready to create. This is a very important task for politicians. Unfortunately, we have failed to provide an understandable and attractive European Constitution for our citizens. We are discussing the financial perspectives, further enlargement, the Lisbon Strategy, multi-speed Europe and other issues. Our decisions today and tomorrow will be fundamental steps towards the European Union of the year 2020.

I would therefore like to base my forecast for the EU in 2020 on several factors. My main point is that if we fail to implement some crucial reforms today, we will see the decline of the European Union as an organisation that is effective in making decisions and supported by our citizens. There are some key decisions to be taken if we want to see the EU in 2020 as having taken a step forwards. The target to strive for is a smooth functioning European Union based on mutual understanding. I see the future EU first of all as an entity which is able to make political decisions to spur economic growth and dynamism. These are decisions that would strengthen the European Union as a major player on the world stage, capable of competing with other regions of the world.

However, today we often feel that the EU does not in reality live up to expectations that were raised during the stressful period of our accession negotiations. Slow economic growth, a common foreign policy still 'under construction', ineffective institutions and endless decision-making procedures plus a lack of a common identity as a 'European citizen' are just a few things to mention.

The risk of political collapse is one of the major challenges for the European Union in the coming decades. The Union has been falling apart for some time. The fact that different political interests are pulling in different directions is a great danger. A long-term agreement, not a vague compromise regarding the priorities and allocation of the Union's budgetary resources, must be reached. I was inspired by the ideas of the Belgian liberal Prime Minister Mr. Verhofstadt's vision of a federal Europe, but I do not think that the political structure of the Union is important. It is the long-term strategy and the will to follow it that are important. Yes, I dare to be straightforward and openly say that the Common Agricultural Policy must be either abolished or radically reformed, with its resources invested in research and development

and other fields that would help us tackle the challenges of the 21st century. The Common Agricultural Policy (CAP) is a relic of an agriculture-based economy, which I do not believe the European Union is any more. The Union must liberalise agricultural trade and free up CAP resources for other areas. If that does not happen in the two coming financial perspectives, our European Union in 2020 will lag behind not only the United States and Japan but also China and India. I perfectly understand that it is not an easy task for politicians to leave agriculture standing on its own two feet, but it is a matter of survival for the EU project.

The fact that countries will never give up their national sovereignty is the reason for the current confusion. No country is willing to sign up to a foreign or defence policy that does not entirely represent its interests. No country is willing to have its national laws trumped by lawmakers in Brussels. I would rather say that on the European level we would do better to concentrate and work on the issues that we all agree on, first of all on promoting economic growth and completion of the common market. With its unnecessary political ambitions set aside, the Union will successfully operate as a free trade area. However 'success' in the European economy is a relative term. Substantial changes in the labour market, bureaucracy and social welfare systems will need to be brought about before Europe can even hope to attain the growth level of the United States. The ageing of EU member states' populations is a looming economic problem. Most European countries are experiencing low or even negative population growth. European economic prosperity will simply not be reached until major structural reforms are implemented by national leaders. And they have to be strong and courageous leaders to implement them.

The Lisbon Strategy targets have not been achieved. The goals of the Lisbon Strategy are on the brink of failure. In 2020 the European Union will have a different strategy aiming to achieve only several very specific objectives. These could include economic growth, dealing with demographic problems, ensuring energy resources, development, etc.

On the foreign relations front, there is one key issue, very clear for us in the Baltics: Russia, whose relations with the Union are tenuous. Russia is one of the external forces that could make Europe behave like a lost child. I believe this issue will persist as a challenge throughout the next decade. By 2020 some Balkan states will have joined the club, and we would be talking of the EU-30. In general, the political arena will see the Union react to external challenges, global competition, and threats of a global and regional nature rather than see much change in terms of movement of its labour force within the EU or the redistribution of the structural funds.

I am not optimistic about what I expect the Union to look like in 2020. . In the year 2020 it will be coping with the leftovers of the 20th century, such as the trade-off between the so-called 'European social model' and competitiveness in global markets, the friction between hi-

tech/knowledge economy and the agricultural sector etc. This is because my vision is prejudiced by my disappointment with current European affairs, e.g. the debate surrounding the Bolkestein Directive. However, as strange as it may seem, I am an optimist myself. I believe that at least some of the current newcomers (Lithuania among them) in the year 2020 will be as good and developed as some of the less economically dynamic founding countries. I am sure that there will be no tax or social policy harmonisation by 2020 and that this will allow some states to keep these as incentives for economic growth and development. I presume that the dangers and malfunctioning of the EU we face today are all clear to all the politicians of the EU, irrespective of whether they live near the Mediterranean or the Baltic Sea. We share the same future and are we all optimistic about it. So it is our responsibility to tackle the challenges of today in order to have the EU that fulfils our expectations in 2020.

Thesis: The crisis we are experiencing is one relating to the condition of the Europeans rather than to the condition of the European Union institutions

Elżbieta Skotnicka – Illasiewicz

1. In the post-war period, politicians preoccupied with laying the foundations of the present-day European Union did not listen too carefully to public opinion. Bearing in mind that war-time divisions were fresh in the memory, if they had done so they would probably not have laid the foundations for security that we currently share. Jacques Delors's assessment was that, after Maastricht, the mild despotism of politicians of the mid twentieth century was replaced by the brutal despotism of public opinion in the early twenty first century. The collapse of the ratification process for the Treaty establishing a new Constitution for Europe served as a particularly clear reminder of this point, just as the previously ignored signals relating to the ratification of the Maastricht or Nice Treaties had done.

2. EU integration is a dynamic process, proceeding within frameworks delineated by the provisions of one Treaty after another. At the same time, the final form that it aims at continues to be open-ended and underdefined – which lies perhaps at its very essence. One might assume that an indispensable attribute of the Union's vitality is imagination. By imagination is meant in particular the political imagination of the Union's politicians, which lies behind the establishment of more objectives that mark the next stages of the process of uniting the continent. The Union is a process created by the people and for the people. Its future will be determined by whether inhabitants of the geographic area of the Union are and will be spectators of or active players in this process, whether they will still have sufficient imagination to – if not co-create - at least show the ability and willingness to adapt to the necessary changes. A question arises as to how – while increasing the range of democratic participation of a majority of the Union's citizens in decisions concerning the present or the future – to reduce the growing social disinclination to approve of new goals and tasks, a reluctance that extinguishes any dynamism and leads to stagnation or at least places obstacles in the path of this process. There is plenty to suggest that the success of the European project, consisting of building the feeling of being politically, economically and psychologically safe among the Union's citizens, may become a threat to its vitality. What has been achieved so far is taken by most Europeans for granted. Their awareness of having a secure future does not make them feel inclined to search for or approve of new ideas, which might make this process more dynamic, but tends to make them feel inclined to consolidate what has been already achieved. There are vast areas of society with less and less of an ability to adapt to a 'change' that might undermine the status quo of the welfare that they currently have.

3. The debate that took place in the run-up to the Constitutional Treaty's ratification process and that then followed once the ratification process had been 'suspended' is not just a debate about the future of the Union. It is also a debate about what unites and what divides Europeans, a debate about how much imagination we have, our ability to adapt to change, ie a debate about the condition not just of Union institutions but also about the condition of Europeans themselves. The debate provides an opportunity to shed light on the real but as yet undisclosed social notion of the reasons for as well as the aim and meaning of the project to unite the European continent, but also on the maturity of Europeans in following up on this project. In 2005 this project is significantly different from the one formulated half a century ago.

4. Maintaining a dynamic process that provides the framework for the Union's development requires constant efforts to redefine our notions of the Union, notions of the place each of us and each of our countries hold in this mosaic of interests and values, experiences, traditions and cultures. It is difficult to do this in practice, requiring considerable effort and sometimes forcing us to make painful reassessments of self-esteem in the context of the changing Union environment. The countries that less than a year ago completed the major step of 'learning about the Union' have recently learnt this lesson, in contrast to those that never aspired to membership or for existing members for whom the hardships of this learning curve were wiped from their memories a long time ago. This explains why Poland and most countries who have not been members for long are relatively more open to changes and more prepared to set and attain new goals.

5. The current crisis within the Union has largely come about because of a clash between two dominant visions in the EU. The division between the supporters of these two visions lies not between countries that have been members for different lengths of time but rather within each EU-25 country. The first vision sees Europe as a horizontally structured configuration of civil societies with considerable potential to work together. The second one sees Europe as a vertical configuration of graduated interdependencies of ethnic communities with high dominance potential. The first vision ties in with the idea of uniting the European continent as formulated by the founders of the European project while the second one is closer to nineteenth century concepts of the European political order and continues to dominate in countries either that still harbour imperial memories or those that do not aspire to join the Union.

6. The "cooperative vision" stems from the well-grounded conviction of the positive outcomes of the integration project as an optimal formula for the co-existence of the nations of the European continent. The broad spectrum of opinions that approve of this model is dominated by arguments about modernisation epitomised in a directive for further economic liberalisation, openness to the processes of globalisation, a limited role for the nation state as a whole and in terms of the social welfare that it provides the citizen with. This vision is definitely closer to the hearts of the supporters of the Union's federalisation and the creation of Community policies. The diversified opinions presenting the views encompassed by this option are dominated by a pragmatic set of arguments focusing more on interests than values, pointing to economic and civilisational goals and tasks. In this model, the goals of modernisation are achieved in accordance with the principles of meritocracy and are regulated via negotiations rather than fighting, partnerships rather than orders

or commands. But the goals are implemented in the form of a race or competition where the strongest is the most successful while marginalising vast segments of society, which have limited capacity to adapt to overly rapid change. It is such groups out of which opponents of new ideas or concepts emerge and it was due to them that the referendums on the Constitution were rejected, despite widely expressed support for the Union.

7. The 'dominance' concept goes hand in hand with a vision of the Union as a 'fatherland' of all fatherlands grouping nation states, identified by the historical process of natural bonds developed through relationships as well as shared traditions, culture and history. The interests of individuals and groups must be subordinated to communities understood in this way. An individual or group that does not respect these tenets is perceived as an alien, as "them". Any structure that might pose a threat to the integrity of the community understood in this way is perceived in a similar way. Appeals to the emotions predominate over appeals to arguments or pragmatic economic interests in this relationship. Nation states have either dominant or subordinate relationships with one another. The ability to impose and enforce one's own will or - at least - to defend oneself against the dominance of others, determines the 'dominance potential' of the community and is a major goal of its policy. The vision of Europe derived from this perception of the world must lead (in extreme versions present in nationalistic parties active in all member states) to the concept of European integration being challenged.

8. In all member states, including Poland, both among political elites and public opinion, these two concepts are still present and, depending on current events or on which political option comes to prominence, surface with varying intensity, either hampering or invigorating both attitudes towards the Union in a particular country and changes across the entire Union.

9. A strategy to build the Union's future must allow for elements of both these visions. Adopting the co-operation-modernisation vision could end up leading to a collapse in the legitimacy of the Union institutions with citizens unable to follow the change and as a result - to the stagnation or disintegration of the process. The direction of the Union as the 'fatherland' of all fatherlands cannot be maintained since narrowly understood national interests will block any initiatives aimed at deepening integration within the Union as well as the expansion of its borders to cover the more and more neglected - in economic terms - states of eastern and southern Europe.

10. To meet the challenge of formulating a vision of the European Union in 2020, let us try to assess what the past 15 years have given not to the Union, but to Europe. This might help us better assess what the forthcoming years can provide for us if we manage to maintain the dynamics of this process. There is no doubt whatsoever that the main ideological goal of the founding fathers has come about - the goal of rebuilding almost the entire territory of Europe as it was before the traumatic experiences of the war. This reconstruction was based on the values that seemed at risk at the beginning of the project. The task of expanding the area of security on the European continent was accomplished from the political, economic and psychological points of view. The activity of the Union's institutions has increased in the past 15 years and can be measured by the number of summits held and treaties signed as well as the number of member states and EU

citizens. The Union was given a boost by dynamic societies aspiring to join the Union at the time when it seemed that everything was "said and done", that the dynamics of the process might grind to a halt. New member states went through an inconceivably difficult transformation in many aspects (psychological, political, economic) and thereby gained some invaluable training in how to adapt, "covering a distance" in recent years that seemed impossible for them to cover just fifteen years ago. The experiences of the Central European and Baltic states helped them develop a permanent openness to change, which will support the Union in deciding on new goals and new horizons not only for itself but also for Europe as a whole, including the countries currently experiencing difficulties in their respective transformations. The prospect of joining the EU (which was not so obvious for Poland until the mid-nineties) was a decisive factor supporting systemic transformations. Such a prospect is also needed by other Europeans. Whether they become Union members or not will depend on fate and history, on their willingness and ability to make the required efforts and on us - Européens de l'Union - making an effort not just as spectators but as partners supporting them. The crisis we are currently experiencing does not concern Union institutions, which operate smoothly. The crisis concerns us, EU citizens, who have lost faith in the meaning of the European project once the dream of bringing down the barriers of the post-Yalta division had come true. This faith must be and will be restored. We will then have to thank the French and Dutch for forcing us - before it was too late - to think about what comes next for the Union, what comes next for Europe.

Warsaw, 12.01.2006

Vision de l'Europe en 2020

Miklós SZABÓ

C'est un lieu commun chez nous de penser que la Hongrie a toujours fait partie de l'Europe, donc, les Hongrois ont toujours été Européens et continuent à l'être. Pendant cent cinquante ans, tel un bastion, les Magyars protégèrent l'Europe contre l'expansion de l'empire ottoman ; en 1956, ils furent les premiers à mettre en doute le mythe de l'invincibilité de l'impérialisme soviétique, et c'est encore eux qui firent sauter la première brique du mur de Berlin. En réalité, cette sorte d'argumentation sert uniquement à alimenter la fierté nationale. Nous avons compris cela après 1990, dans une période qui a mené à notre adhésion à l'Union européenne - quoiqu'en tant que membre (économiquement) de second ordre. L'euphorie de cette adhésion a été quelque peu refroidie chez nombre d'entre nous par les conséquences de la crise économique qui semble accompagner la phase actuelle de la mondialisation, ainsi que par le ralentissement du processus constitutionnel européen. Mais malgré tout, nous analysons notre situation et envisageons l'avenir d'un point de vue européen bien que notre retard soit apparemment bien plus difficile à combler que prévu. Mais nous n'avons pas d'autre alternative.

La première étape importante du parcours que nous partageons désormais avec nos partenaires européens sera la suite de l'élargissement avec l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, puis avec celle de la Croatie, de la Bosnie, de la Macédoine, ainsi que de la Serbie, un peu plus tard, et éventuellement de l'Albanie. C'est là que je vois personnellement les limites de l'élargissement. Mais ceci n'est probablement pas de ma faute, le problème, c'est que la détermination des pères fondateurs de l'Union semble s'être évaporée... Cependant, la naissance de l'Europe des vingt-sept, puis de celle des trente aura une valeur symbolique. Les peuples de l'Europe centrale, séparés et opposés par les guerres mondiales, pourront enfin se tendre la main. La méfiance et la discorde seront petit à petit remplacées par la confiance et la coopération. A l'instar de la réconciliation franco-allemande, la nouvelle génération des Hongrois, pourtant profondément blessée par le traité de Trianon, n'a plus peur d'investir en Slovaquie ou en Roumanie. Autre signe positif : les nouvelles régions - qui se constituent peut-être un peu trop lentement - ont tendance à ignorer les frontières des états actuels. L'Union pourra faire de l'Europe un havre de paix. Et ce serait déjà une chose extraordinaire, un gain inestimable.

Une fois les frontières disparues, la perméabilité, la mobilité deviendront le moteur économique et intellectuel de l'Europe. Mais pour y arriver, il faudra, naturellement, se débarrasser de certains « tabous » qui existent actuellement dans le domaine de la recherche d'emploi, de l'élection de domicile, voire de l'acquisition de propriétés terriennes. Et il est

également besoin de généraliser l'utilisation de la monnaie unique, l'euro, ce qui, bien sur, soulève le problème de la gestion du conflit d'intérêts économique, ainsi que celui d'un sacrifice éventuel de la part des pays riches. L'idée d'une Europe « à deux vitesses » n'est pas acceptable : ce serait là une caricature de l'intégration. La question se pose donc de savoir ce qui empêche en réalité l'Europe unie d'adopter un système fédéral au sens propre du terme. Il s'agit avant tout de l'absence d'une constitution européenne. C'est dans notre commun intérêt de remédier à cette situation le plus rapidement possible.

En ma qualité d'universitaire et de chercheur, je ne peux qu'espérer que d'ici quelques années, l' « espace » ou réseau européen de l'enseignement supérieur et de la recherche deviendra une réalité, et que la compatibilité des institutions reposera non seulement sur les critères formels préconisés dans le cadre du processus de Bologne, mais aussi sur des critères touchant les aspects essentiels de nos activités. Ceci est absolument nécessaire pour la création d'une structure d'enseignement et de recherche capable de retenir en Europe les cerveaux créatifs qui sortent de nos universités, sinon le vieux continent n'aura aucune chance de rivaliser avec les Etats-Unis ou l'Extrême-Orient dans le domaine des recherches fondamentales et de l'innovation.

Pour terminer, je suis convaincu que les nations de l'Union européenne, tout en conservant leur identité linguistique et culturelle, seront capables, au XXI^e siècle, de réalisations dignes des chef-d'œuvres les plus extraordinaires de notre passé commun.

Budapest, le 05 janvier 2006

Liste des Etudes et Recherches déjà parues

Disponibles sur le site Internet de Notre Europe

- Rapport sur l'intégration en Asie de l'Est : occasions avancées par une coopération économique avancée et obstacles prévisibles
Coordonnée par Heribert Dieter, avec les contributions de Jean-Christophe Defraigne, Richard Higgot et Pascal Lamy - Disponible en anglais (janvier 2006)
- Un médiateur honnête : la présidence autrichienne de l'Union
Sonja Puntischer-Riekmann, Isabella Eiselt et Monika Mokre - Disponible en français, anglais et allemand (décembre 2005)
- Constitution européenne et délibération : l'exemple des *Focus Groups* délibératifs à la veille du référendum du 29 mai 2005
Henri Monceau - Disponible en français et anglais (novembre 2005)
- Le "non" Français du 29 mai 2005 : comprendre agir
Gaëtane Ricard-Nihoul - Disponible en français, anglais et allemand (octobre 2005)
- Pour un nouveau contrat social européen
Marjorie Jouen et Catherine Palpant - Disponible en français et anglais (septembre 2005)
- La présidence britannique de l'Union européenne placée sous le signe de l'efficacité
Anand Menon et Paul Riseborough (juin 2005).
- Le budget européen : le poison du juste retour
Jacques Le Cacheux - Disponible en français et anglais (juin 2005).
- Vers un espace public européen ? les élections européennes de juin 2004
Céline Belot et Brunon Cautrès - Disponible en français (juin 2005).
- Pourquoi ils ont voulu l'Europe
Jean-Louis Arnaud - Disponible en français (mai 2005).
- La ratification et la révision du Traité établissant une Constitution pour l'Europe
Henri Oberdorff - Disponible en français (avril 2005).
- Le Luxembourg aux commandes : détermination, expérience et abnégation
Mario Hirsch - Disponible en français et anglais (décembre 2004).

- Moteur malgré tout : les relations franco-allemandes et l'Union européenne élargie
Martin Koopman – Disponible en français (novembre 2004).
- L'Europe et ses think tanks : un potentiel inaccompli
Stephen Boucher, Diego Cattaneo, Juliette Ebelé, Benjamin Hobbs, Charlotte Laigle, Michele Poletto, Radoslaw Wegrzyn – Disponible en français et anglais (octobre 2004).
- La présidence néerlandaise de l'Union européenne en 2004
Mendelje Van Keulen et Monica Sie Dhian Ho – Disponible en français et anglais (juin 2004).
- Le regard des autres : le couple franco-allemand vu par ses partenaires
Matt Browne, Carlos Closa, Søren Dosenrode, Franciszek Draus, Philippe de Schoutheete, Jeremy Shapiro – Disponible en français et anglais (avril 2004).
- L'Europe élargie peut-elle être un acteur international influent ?
Franciszek Draus – Disponible en français uniquement (février 2004).
- Le Royaume-Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière
Anand Menon – Disponible en français et anglais (janvier 2004).
- L'Irlande et l'Europe : continuité et changement, la présidence 2004
Brigid Laffan – Disponible en français et anglais (décembre 2003).
- L'attitude des Etats-Unis envers l'Europe : un changement de paradigme ?
Timo Behr – Disponible en français et anglais (novembre 2003).
- Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéen
Bénédicte Suzan – Disponible en français uniquement (octobre 2003).
- L'Italie, l'Union européenne et la présidence 2003
Roberto Di Quirico – Disponible en français, anglais et italien (juillet 2003).
- Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique
Anand Menon et Jonathan Lipkin – Disponible en français et anglais (mai 2003).
- Grands et petits Etats dans l'Union européenne : réinventer l'équilibre
Kalypso Nicolaidis et Paul Margette – Disponible en français et anglais (mai 2003).
- L'investissement direct vers les nouveaux Etats adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer
Bérénice Picciotto – Disponible en français et anglais (mai 2003).

- La nouvelle architecture de l'Union européenne : une troisième voie franco-allemande ?
Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild
Disponible en français et anglais (avril 2003).
- Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union européenne élargie
Eric Philippart – Disponible en français et anglais (mars 2003).
- La Grèce, l'Union européenne et la présidence 2003
George Pagoulatos – Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- La question du gouvernement européen
Jean-Louis Quermonne – Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- Le Conseil européen
Philippe de Schoutheete et Helen Wallace – Disponible en français et anglais (septembre 2002).
- Les Danois, l'Union européenne et la prochaine présidence
Søren Døsenrode – Disponible en français et anglais (juin 2002)
- Réformes sur la voie de la décentralisation pour trois pays d'Europe Centrale et Orientale candidats à l'adhésion, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999-2001)
Michal Illner – Disponible en français et en anglais (juin 2002).
- Les racines internes de la politique européenne de l'Espagne et la présidence espagnole en 2002
Carlos Closa – Disponible en français, anglais et espagnol (décembre 2001).
- La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ?
Florence Deloche-Gaudez – Disponible en français et anglais (décembre 2001).
- L'approche fédérative de l'Union européenne ou la quête d'un fédéralisme européen inédit
Dusan Sidjanski – Disponible en français, anglais et allemand. (juillet 2001).
- La présidence belge 2001
Lieven de Winter et Huri Türsan – Disponible en français et anglais (juin 2001).
- Le débat suédois sur l'Europe
Olof Petersson – Disponible en français, anglais et suédois (décembre 2000).

- Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays candidats d'Europe Centrale et Orientale
Franciszek Draus – Disponible en français, anglais et allemand (novembre 2000)
- Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la présidence française
Jean-Louis Arnaud – Disponible en français, anglais et allemand (juillet 2000).
- Portugal 2000 : la voie européenne
Alvaro de Vasconcelos – Disponible en français, anglais et portugais (janvier 2000).
- Le débat intellectuel finlandais sur l'Union européenne
Esa Stenberg – Disponible en français, anglais et finlandais (août 1999).
- Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability
Axel Krause – Disponible en français, anglais et allemand (avril 1999).
- Réussir l'Union Economique et Monétaire
Partenariat Notre Europe – Centro Europa Ricerche – Disponible en français, anglais, allemand et italien (mars 1999).
- Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume-Uni
Stephen George – Disponible en français, anglais et allemand (octobre 1998).
- Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain
Centre for European Reform, Lionel Barber – Disponible en français, anglais et allemand (avril 1998).
- L'Europe sociale. Historique et état des lieux
Jean-Louis. Arnaud – Disponible en français et anglais (juillet 1997).
- Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ?
Françoise de la Serre et Helen Wallace – Disponible en français et en anglais (septembre 97).
- Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération
Pierre-Alain Muet – Disponible en français, anglais et allemand (avril 1997).

Etude disponible en français et Anglais sur le site <http://www.notre-europe.asso.fr>



Education et culture

Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.

La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte.

La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

© Notre Europe, mai 2006